

LIBRARY



Vers l'intégration complète de la Grèce à la CEE, X. ZOLOTAS. — Fin de la renégociation : Situation inacceptable et mécanisme correcteur, J.-C. LEYGUES. — L'évolution économique de la Grèce depuis son association à la CEE, N. MOUSSIS. — Les organismes de propagande agro-alimentaire dans les pays de la CEE, J.-F. BRETON. — La jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes en matière de concurrence (III), L. FOCSANEANU. — Le Conseil constitutionnel et le droit communautaire, G. DRUESME. — Fonction publique européenne et syndicalisme, G. VANDERSANDEN.

N° 186

JUIN 1975

REVUE DU
**MARCHÉ
COMMUN**

DROIT SOCIAL

NUMÉRO SPÉCIAL

LA SÉCURITÉ DE L'EMPLOI ET DU SALAIRE

AVANT-PROPOS par Jean-Jacques DUPEYROUX

PREMIERE PARTIE : LES CADRES INSTITUTIONNELS

- 1 — La réforme des services du ministère du Travail chargé de l'emploi, par Michel DURAFOUR, ministre du Travail.
- 2 — L'agence nationale pour l'emploi, pour quoi faire ?, par Jean-Pierre PUISSOCHET, directeur général de l'A.N.P.E.
- 3 — Les Commissions paritaires de l'emploi, par Dominique-Henri PERRIN.

DEUXIEME PARTIE : LES LICENCIEMENTS POUR CAUSE ECONOMIQUE

- I. — L'accord interprofessionnel du 10 février 1969 sur la sécurité de l'emploi et l'avenant du 21 novembre 1974.
 - 1 — Analyse de l'accord interprofessionnel du 10 février 1969 modifié par l'avenant du 21 novembre 1974, par Gisèle BATTU, directeur-adjoint du Service Emploi de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières.
 - 2 — Pourquoi la C.G.T. n'a pas signé l'avenant du 21 novembre 1974, par Jacques LEROY, responsable de la Commission confédérale de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la C.G.T.
- II. — La loi du 3 janvier 1975 sur le licenciement pour cause économique.
 - 1 — Licenciements collectifs et sécurité de l'emploi, par Francis NAUDE, Service juridique C.F.D.T., et Aude BENOIT, assistante à l'Université Paris I, UER 12 Travail et Questions Sociales.
 - 2 — Le contrôle administratif des licenciements, par Jean-Pierre DUPRILOT, maître assistant au département G.E.A. de l'I.U.T. 1 de Lyon.
 - 3 — La condamnation des employeurs au remboursement des allocations chômage, par Gilbert THOMAS, rédacteur à la Revue Pratique de Droit Social.
- III. — La garantie du salaire.
 - 1 — L'allocation supplémentaire d'attente instituée en faveur des salariés, licenciés pour raisons économiques, par Antoine FAESCH, secrétaire confédéral, Confédération Générale du Travail Force Ouvrière.
 - 2 — Quelques observations sur l'accord du 14 octobre 1974, par Thierry BERANGER.
 - 3 — Pourquoi y a-t-il si peu de bénéficiaires de l'allocation d'attente ?, par Louis BODIN, secrétaire confédéral du secteur Action Economique - Emploi - Education permanente de la C.F.D.T.
 - 4 — L'unification des systèmes d'aide aux travailleurs privés d'emploi, par Thierry BERANGER.
- IV. — Licenciement et formation.
 - 1 — Le recours à la formation par les salariés privés d'emploi, par Jean-Marie LUTTRINGER et Jean-François NALLET, Département Formation Permanente du C.N.I.P.E.

TROISIEME PARTIE : L'INDEMNISATION DU CHOMAGE PARTIEL

- 1 — Le chômage partiel. Evolution de sa réglementation, par Jean NEIDINGER, secrétaire général de la Commission sociale du C.N.P.F.
- 2 — Réflexions sur l'indemnisation du chômage partiel, par Jean-Jacques DUPEYROUX, directeur du département du Droit du Travail de Paris-Assas.
- 3 — La mise à pied économique, par Jean-Pierre KARAQUILLO, chargé de cours à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Limoges.

or 125 PAGES 40 F

LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

3, rue Soufflot — 75005 PARIS



REVUE DU MARCHÉ COMMUN

Numéro 186

Juin 1975

sommaire

problèmes du jour

- 251 Vers l'intégration complète de la Grèce à la Communauté économique européenne, par Xenophon ZOLOTAS, Gouverneur de la Banque de Grèce.
- 253 Fin de la renégociation : Situation inacceptable et mécanisme correcteur, par Jean-Charles LEYGUES, Administrateur à la Commission des Communautés européennes.

l'économie et le social dans le marché commun

- 258 L'évolution économique de la Grèce depuis son association à la CEE, par Nicolas MOUSSIS (Ph. D.).
- 268 Les organismes de propagande agro-alimentaire dans les pays de la CEE, par J.-F. BRETON, Directeur général de la SOPEXA.

questions institutionnelles et juridiques

- 270 La jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes en matière de concurrence. III. — Les clauses d'exclusivité dans la jurisprudence de la Cour, par Lazar FOCSANEANU.
- 285 Le Conseil constitutionnel et le droit communautaire. A propos de la décision du 15 janvier 1975, par Gérard DRUESME, Maître assistant à l'Université de Droit, d'Economie et de Sciences Sociales de Paris.
- 296 Fonction publique européenne et syndicalisme, par Georges VANDERSANDEN, Chargé de cours à l'Université libre de Bruxelles, Directeur de l'Institut d'Etudes européennes de l'Université de Bruxelles.

actualités et documents

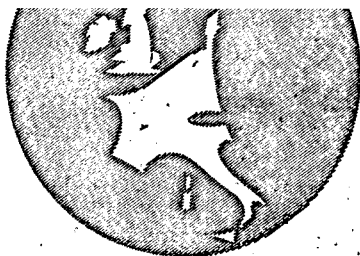
- 243 Communautés européennes

© 1975 REVUE DU MARCHÉ COMMUN

Toute copie ou reproduction même partielle, effectuée par quelque procédé que ce soit, dans un but d'utilisation collective et sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 et sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Les études publiées dans la Revue n'engagent que les auteurs, non les organismes, les services ou les entreprises auxquels ils appartiennent.

Voir en page II les conditions d'abonnement ▶



Comité de patronage

M. Maurice BARRIER, Président du Conseil National du Commerce ;

M. Maurice BOULADOUX, Président de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens ;

M. Joseph COUREAU, Président de la Confédération Générale de l'Agriculture ;

M. Etienne HIRSCH, Ancien Président de la Communauté Européenne de l'Energie Atomique ;

M. Paul HUVELIN, Président du Conseil National du Patronat Français ;

M. André MALTERRE, Président de la Confédération Générale des Cadres ;

M. Jean MARCOU, Président honoraire de l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie ;

M. Pierre MASSÉ, Président Honoraire du Conseil d'Administration de l'Electricité de France ;

M. François-Xavier ORTOLI, Président de la Commission des Communautés Européennes ;

M. Maurice ROLLAND, Conseiller à la Cour de Cassation, Président de l'Association des Juristes Européens ;

M. Jacques RUEFF, de l'Académie Française.

Comité de rédaction

Jean-Pierre BRUNET

Jean DENIAU

Jean DROMER

Pierre DROUIN

Mme Edmond EPSTEIN

Pierre ESTEVA

Renaud de la GENIERE

Bertrand HOMMEY

Jacques LASSIER

Michel LE GOC

Patrice LEROY-JAY

Jacques MAYOUX

Jacques MÉGRET

Paul REUTER

R. de SAINT-LEGIER

Jacques TESSIER

Robert TOULEMON

Daniel VIGNES

Jacques VIGNES

Jean WAHL

Armand WALLON

Directrice : Geneviève EPSTEIN

Rédacteur en chef : Daniel VIGNES

La revue paraît mensuellement

Toute copie ou reproduction, même partielle, effectuée par quelque procédé que ce soit, dans un but d'utilisation collective et sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 et sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

RÉDACTION, ABONNEMENTS ET PUBLICITÉ

REVUE DU MARCHÉ COMMUN

3, rue Soufflot, 75005 PARIS. Tél. 033-23-42

Abonnement 1975

France 152 F

Etranger 172 F

Paiement par chèque bancaire, mandat-poste, virement postal au nom des « EDITIONS TECHNIQUES et ECONOMIQUES », compte courant postal, Paris 10737-10.

Régie exclusive des annonces pour la Suisse et le Liechtenstein
L'Institut Publicitaire, « Les Garettes », 1295 Mies, près Genève. Tél. : (022) 55.34.11

Répertoire des annonceurs

Bons du Trésor, p. IV couv. — Editions Techniques et Economiques : Annales de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques (Université de Paris-Sud), p. 314 ; Mondes en Développement (n° 8), p. III ; La Coopération Scientifique Internationale, p. IV ; Conflits de Frontières en Afrique, p. IV ; Elargissement des Communautés Européennes, p. III couv. — Librairie Sociale et Economique (Droit Social) : La Sécurité de l'Emploi et du Salaire, p. II couv.

VERS L'INTÉGRATION COMPLÈTE DE LA GRÈCE À LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Xénophon ZOLOTAS

Gouverneur de la Banque de Grèce

Il y a déjà douze ans depuis l'entrée en vigueur de l'accord d'Athènes. Le processus d'établissement de l'Union douanière est très avancé mais le développement de l'association dans son ensemble traverse une phase délicate de réanimation, après les sept ans de « gel » qui ont suivi l'abolition du régime parlementaire dans notre pays.

Les efforts pour ranimer l'accord d'association et réchauffer nos relations avec les pays de la Communauté ont donné lieu à une discussion plus générale sur les objectifs visés par notre politique dans ce domaine. La question se pose de la manière suivante : faut-il simplement « ranimer » l'association ou bien procéder à l'intégration complète de la Grèce à la CEE.

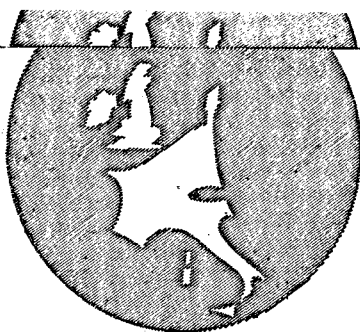
Personnellement je pense que le dilemme n'existe pas. L'accord d'association par sa nature nous mène vers l'adhésion. La seule question qui se pose, concerne la fixation de la date de l'adhésion, à savoir si elle va se réaliser dans le proche avenir ou en 1984.

Etant donné que le but incontesté est l'adhésion, j'estime que la réactivation poursuivie aujourd'hui, notamment des procédures vers l'harmonisation agricole, constitue une phase préparatoire qui permettra de surmonter des difficultés éventuelles.

A mon avis, la réactivation immédiate de l'accord doit préparer la mise en application des procédures d'intégration qui présentent des avantages immédiats pour la Grèce à la suite des modifications apportées dans la structure de la CEE au cours des dix dernières années.

D'abord, dans le domaine de l'agriculture, la participation complète de la Grèce à la politique agricole commune n'aura pas comme seule conséquence d'éliminer tout risque de traitement défavorable des exportations grecques en Europe, mais aussi d'assurer au paysan grec par le moyen des mécanismes communautaires le même traitement que celui accordé aux agriculteurs européens. Ceci est d'une importance primordiale pour la Grèce, dont l'économie et les exportations dépendent dans une large mesure de l'agriculture.

Par ailleurs, il existe déjà dans la Communauté un nombre d'institutions et mécanismes dont le but est d'assurer le développement équilibré des Etats membres. Il s'agit de la Banque Européenne d'Investissements, du Fond Social, du Fonds régional récemment créé, des fonds de soutien monétaire à court et à moyen terme. Chacune de ces institutions dans son domaine respectif apporte le soutien nécessaire pour parer aux dislocations souvent causées par le jeu de la concurrence sur les pays ou régions relativement moins développées d'un espace, économique multinational unifié.



mécanisme correcteur, on essaiera brièvement de se demander dans quelle mesure ce système ne remet pas en cause le principe communautaire des ressources propres.

I. — ÉLÉMENTS DÉTERMINANT UNE SITUATION INACCEPTABLE AVEC LE BON FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ

Le communiqué publié à l'issue de la réunion des Chefs de Gouvernement à Paris, les 9 et 10 décembre 1974, fait référence à des « critères objectifs » pour caractériser l'apparition éventuelle de situations inacceptables.

Il fallait donc faire apparaître des critères suffisamment simples et significatifs évitant toute discussion et permettant de déclencher la mise en œuvre du mécanisme correcteur.

La Commission a considéré qu'il est nécessaire d'associer deux éléments correspondant l'un à une certaine situation économique, l'autre à une participation inadéquate au financement communautaire.

La définition d'une situation inacceptable se fait par la combinaison de l'ensemble de ces critères qui doivent faire l'objet d'une constatation simultanée.

A. — Critères relatifs tenant à la situation économique

Deux critères économiques doivent exister simultanément : le produit national brut par tête, indicateur relatif à la richesse nationale, et le taux de croissance du produit national brut par tête, indicateur relatif au rythme d'accroissement de l'économie.

La méthode de calcul de ces deux critères se fonde, d'une part, sur une moyenne communautaire établie selon une moyenne mobile de trois ans et, d'autre part, à partir des taux de change du marché.

Cette moyenne mobile des trois années précédentes à la définition d'une situation inacceptable s'obtient :

— d'abord en calculant, pour chaque année prise séparément, la part relative de chaque Etat membre au regard de la moyenne communautaire pondérée et selon le taux de change moyen du marché. Les coefficients de pondération de la moyenne communautaire sont ceux du produit national brut pour l'année en cours et qui sont établis aux taux de change moyens du marché ;

— ensuite en calculant la moyenne arithmétique simple des pourcentages de chaque Etat membre pour ces trois années.

Le calcul des deux critères relatifs à la situation économique se fait à partir des taux de change du marché et non à partir des taux de change réel. La raison majeure de ce choix est que les taux du marché sont déterminés par les conditions de concurrence d'une partie de l'économie, car seule une partie de l'économie (environ un tiers) fait face directement à la concurrence internationale. Donc seule cette fraction entre en jeu pour la détermination des taux de change du marché, alors que des taux de change réels font intervenir la globalité des facteurs économiques. L'autre fraction de l'économie qui n'est pas directement liée aux taux de change du marché influence malgré tout, à des degrés divers, la concurrence internationale. Des éléments, tels que les mesures administratives en matière de réglementation des changes, les facteurs politiques et spéculatifs, influencent le taux de change. Il s'agit donc d'éléments lointains des taux de change réels.

Les deux critères ainsi calculés doivent présenter les caractéristiques suivantes :

1) *Un produit national brut par tête inférieur à 85 % du PNB par tête moyen dans la Communauté.*

Ce critère vise à mettre en évidence le niveau d'écart à un moment donné entre les économies nationales.

a) Le produit intérieur brut aurait pu tout aussi bien être choisi que le produit national brut, la différence quantitative entre ces deux notions étant très faible. Le produit intérieur brut a été choisi comme agrégat des comptes nationaux dans « l'inventaire de la situation économique et financière dans la Communauté depuis l'élargissement et aperçu de l'évolution future ». Pour utiliser les données de cet « inventaire », la simulation des incidences financières pour l'application du « mécanisme correcteur » a été faite à partir du produit intérieur. Mais le produit national brut a été retenu comme critère pour le mécanisme correcteur conformément à la notion figurant dans la décision du 21 avril 1970 sur les ressources propres.

b) Le choix d'un PNB par tête inférieur à 85 % du PNB par tête moyen dans la Communauté a été fait pour définir un niveau d'écart tel entre les économies nationales, qu'à un moment donné on constate l'existence d'une situation inacceptable.

Si le taux de PNB était fixé à 100 %, il définirait une situation normale et non pas inacceptable. Donc un taux nettement inférieur était nécessaire pour fixer le critère d'une situation inacceptable.

Un taux de 90 % est trop proche de la moyenne communautaire si l'on veut tenir compte des erreurs statistiques et du fait que la comparaison entre les différents PNB des Etats membres est

calculée sur la base des taux de change réels influencés par des fluctuations purement monétaires. Si les fluctuations monétaires ont un effet d'irrégularité, elles sont toutefois limitées car ce critère du PNB est calculé à partir d'une moyenne mobile établie sur trois ans.

Les calculs de simulation ont fait apparaître qu'un taux de 80 % caractériserait une situation trop précaire pour que ce taux soit le seuil de déclenchement du mécanisme, car il ne s'agirait plus alors d'une situation inacceptable (qui se situe toujours dans le processus de convergence des économies) mais d'une situation définissant un état de divergence qui n'a plus rien à voir avec le problème que le mécanisme budgétaire vise à régler.

Un taux de 85 % représente ainsi une base raisonnable d'appréciation.

2) *Un taux de croissance réel du produit national brut par tête inférieur à 120 % du taux de croissance moyen dans la Communauté.*

a) Principe sur lequel se fonde ce critère du taux de croissance : si la richesse nationale d'un Etat membre mesurée par son PNB par tête est inférieure à la moyenne communautaire, la convergence des situations économiques exige que le taux de croissance de cet Etat soit plus rapide que la moyenne communautaire. C'est le seul moyen pour rattraper progressivement les autres Etats membres. En effet, si son taux de croissance était inférieur à la moyenne communautaire, il ne ferait qu'aggraver son retard et se situerait ainsi dans un processus de divergence et non de convergence des économies.

b) Le choix d'un taux de croissance de 120 % se justifie par le fait qu'il permet de favoriser la convergence des situations économiques, sans exclure l'Etat membre du bénéfice du mécanisme correcteur.

Outre le fait que le choix de ce critère tente de donner une réponse à un problème de caractère politique, il ne fait aucun doute qu'un taux de croissance inférieur à 120 % n'était pas en mesure de conduire à la convergence des économies et permettait donc de contribuer à la définition d'une situation inacceptable, car déjà à ce niveau le rattrapage de la moyenne communautaire demande 20 ans.

3) La proposition initiale de la Commission ajoutait un troisième critère avec le déficit de la balance des paiements courants.

Le Conseil européen de Dublin a écarté la prise en compte de ce critère comme tel, mais l'a réintroduit partiellement dans la définition du mécanisme correcteur.

B. — Critères relatifs à une participation inadéquate au financement communautaire

Deux critères ont été définis.

1) *La part relative de l'Etat membre concerné dans l'ensemble des ressources propres est supérieure à 110 % du PNB relatif des Etats membres.*

Ce critère revient à établir une comparaison entre la part relative d'un Etat membre calculée d'après les résultats de la décision du 21 avril 1970 concernant le remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés et celle qui serait la sienne dans l'hypothèse où elle découlerait du simple rapport de son PNB au PNB communautaire.

Ainsi, une correction interviendrait si la part relative de l'Etat membre au budget communautaire est sensiblement plus élevée que la part qui résulterait de son PNB relatif.

Deux aspects interviennent pour la définition de ce critère :

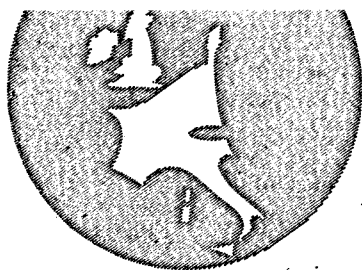
a) En principe la définition d'une participation inadéquate au financement communautaire par rapport au PNB relatif des Etats membres se réfère à l'ensemble des ressources propres.

Nous verrons dans la définition du mécanisme correcteur que la référence à l'ensemble des ressources propres peut être limitée au seul montant des versements au titre de la TVA.

Mais l'appréciation d'un décalage entre la contribution budgétaire d'un Etat membre et sa part relative au PNB communautaire doit se fonder sur les trois composantes des ressources propres (versement au titre de la TVA, prélèvements agricoles, droits de douane), dans le but de définir le plus objectivement possible une situation inacceptable.

b) Quant au seuil de 110 %, il a été jugé suffisant car si les deux critères économiques (85 % du PNB et 120 % du taux de croissance) sont relativement stricts, il est justifié de déclencher la correction avec un écart entre la part au financement communautaire et le PNB qui ne soit pas trop élevé.

En présence des thèses contradictoires qui existaient entre les Etats membres, le problème était de savoir, d'une part, s'il convenait de fonder le mécanisme correcteur sur une comparaison entre la part relative du PNB et la part relative dans l'ensemble des montants versés au titre des ressources propres ou sur une comparaison entre la part relative du PNB et la part relative dans les seuls versements effectués au titre de la TVA ; d'autre part, il s'agissait de savoir si la rétrocession que permettrait le mécanisme correcteur se fonderait sur



la part relative de toutes les composantes des ressources propres ou sur la seule composante de la TVA.

Ce double problème s'est posé dans la perspective du respect des principes du système des ressources propres, par opposition au système des contributions budgétaires des Etats membres assorti de la règle implicite du « juste retour ».

Un équilibre de nature politique a été trouvé dans la mesure où l'on prend en considération l'ensemble des ressources propres lors de la définition d'une situation inacceptable (critère des 110 %) et dans la mesure où on limite toute rétrocession la part relative dans les ressources propres provenant de la TVA.

2) *L'existence d'une charge nette potentielle en devises due à l'exécution du budget communautaire constitue un deuxième critère relatif au financement communautaire.*

a) Les versements au budget communautaire constituent une charge en devises potentielle pour les Etats membres.

En effet, le budget communautaire s'exécute par l'intermédiaire de comptes convertibles dont dispose la Commission dans chaque Etat membre. La Communauté procède, en fonction de ses besoins, à des transferts pour assurer des financements à l'extérieur d'un Etat membre concerné. Il apparaît ainsi une charge en devises nette potentielle pour cet Etat membre, à partir du moment où sa monnaie nationale, utilisée à l'extérieur de ses frontières, est susceptible de faire l'objet de conversion.

Mais les règlements effectués dans un certain nombre d'Etats membres étant supérieurs aux sommes versées par un Etat membre donné au compte de la Commission, celle-ci est obligée de procéder à des transferts d'un Etat membre à l'autre, par l'intermédiaire des comptes dont elle dispose auprès des banques centrales.

b) Le solde net de ces transferts — charge nette potentielle en devises — constituera également un plafond pour le remboursement de cet Etat membre.

CONCLUSION

La définition d'une situation inacceptable, pour que joue le mécanisme correcteur, est donc liée au constat de l'existence simultanée des quatre critères (deux critères économiques, deux critères relatifs au financement) qui viennent d'être décrits.

II. — LE MECANISME CORRECTEUR

A. — *Mode de calcul du montant de la rétrocession qui définit la correction d'une situation inacceptable*

1) *Le mécanisme correcteur repose sur un remboursement budgétaire :*

Le montant du remboursement sera fixé par référence à l'excédent éventuel de versement de ressources propres constaté. Cet excédent est défini par la différence entre les ressources propres transférées effectivement et les ressources propres qui auraient fait l'objet d'un transfert en appliquant une clé de financement fondée sur le PNB, c'est-à-dire selon le système des contributions budgétaires des Etats membres avant la mise en vigueur du système des ressources propres.

2) *Calcul du montant remboursé :*

— Tranche de la part relative comprise entre 100 % et 105 % du PNB relatif : aucun remboursement n'existe.

— Tranche de la part relative comprise entre 105 % et 110 % du PNB relatif : le remboursement est de 50 % du versement correspondant à cette tranche.

— Le remboursement à effectuer pour les tranches suivantes sera :

de 110 % à 115 % :	60 % du versement correspondant à cette tranche ;
de 115 % à 120 % :	70 %
de 120 % à 125 % :	80 %
de 125 % à 130 % :	90 %
de 130 % et plus :	100 %

L'échelle de remboursement par tranches assure une graduation en commençant par des montants relativement modestes. De ce fait, cette échelle mobile ne peut pas être considérée comme limitative, d'autant plus que le remboursement est complet à partir de 130 %.

B. — *Plafond à appliquer au remboursement*

Initialement, la Commission avait proposé un plafond correspondant aux deux tiers de l'excédent total. Le Conseil européen de Dublin des 10 et 11 mars 1975 a supprimé ce plafond et a introduit deux autres limites.

Le plus bas des plafonds suivants sera appliqué au montant de la rétrocession :

1) La charge en devises nettes potentielle que l'exécution du budget communautaire impose à l'Etat membre en question.

2) Le montant versé par l'Etat membre en question au titre de la TVA.

3) Le montant du mécanisme correcteur est plafonné à 250 millions d'unités de compte. Toutefois, à partir du moment où le budget communautaire dépasse huit milliards d'unités de compte, ce plafond est fixé à un montant représentant 3 % des dépenses budgétaires totales.

4) Lorsqu'à partir d'une moyenne mobile établie sur trois ans, il apparaît que la balance des paiements courants du pays considéré est en excédent, la correction ne joue plus que sur l'écart éventuel entre le montant de ses versements au titre de la TVA et le chiffre qui résulterait de sa part relative dans le PNB communautaire.

C. — Limite d'application du mécanisme correcteur

1) *L'existence d'une divergence chronique* entre un Etat membre et les autres Etats membres constitue une limite à l'application du mécanisme correcteur.

Il sera procédé à un examen spécial de la situation de l'Etat membre qui a bénéficié du mécanisme correcteur pendant trois années consécutives, indice de l'existence d'une divergence chronique entre les situations économiques des Etats membres.

Le mécanisme correcteur n'étant susceptible que de corriger la situation budgétaire, son application consécutive est un indice d'un déséquilibre grave de la situation d'un Etat membre, ce qui exige des mesures communautaires d'un autre ordre.

2) *L'application du mécanisme correcteur est prévue pour une période expérimentale de sept ans :*

La période expérimentale de sept ans permettra d'observer le fonctionnement du mécanisme correcteur au cours des deux premières années d'existence normale du système de ressources propres (1980-1981).

CONCLUSION

Indépendamment des aspects de technique économique et budgétaire qui caractérisent le mécanisme correcteur, ce résultat de la « renégociation » appelle deux types de remarque de caractère général et politique.

L'acceptation par huit Etats membres de la Communauté que le Traité d'adhésion soit renégocié, et en fait révisé, revient à avaliser l'idée selon laquelle un des Etats membres peut demander la révision du Traité chaque fois qu'il change de Gouvernement et procède à un réexamen de ses intérêts. La conséquence logique et politique à tirer de cette constatation est qu'il ne faut pas écarter l'idée selon laquelle chaque Gouvernement (et les changements de Gouvernement sont fréquents) se sentira plus libre de demander lui aussi la révision, lors-

qu'il estime que ses intérêts nationaux et extérieurs ne sont pas totalement satisfaits.

La tolérance de cette conception laxiste des engagements pris au nom des Traités est à l'opposé de l'idée initiale sur laquelle la Communauté s'est fondée et développée, le plus souvent avec difficulté. Comment ne pas penser que cette voie de facilité, ce refus d'exigence, risque de conduire à une tendance à utiliser la Communauté à des fins de politique intérieure nationale, surtout dans une période de crise économique comme celle que nous traversons.

Cette orientation qui a pris corps au sein de la Communauté, sous le coup de la renégociation britannique, a pour conséquence, d'amoindrir les perspectives politiques de construction européenne, en limitant le rôle de la Communauté à la gestion de l'union douanière et des politiques sectorielles existantes. Il en résulte que si la renégociation, dont le mécanisme correcteur est l'expression la plus visible, n'est pas considérée comme une exception, la Communauté s'orientera vers une organisation inter-étatique mue par des arrangements conçus au mieux des intérêts nationaux et s'écartera ainsi de toute construction européenne bâtie autour de la volonté d'affirmer un intérêt politique commun, qui implique que les intérêts spécifiquement nationaux ne soient pas toujours pleinement pris en compte.

Comment ne pas justifier cette crainte en mettant en évidence la contradiction qui existe entre l'institution d'un mécanisme correcteur en matière budgétaire et l'institution du système des ressources propres. En effet, l'institution des ressources propres a pour fonction essentielle de donner l'autonomie financière à la Communauté en rendant sans objet les querelles nationales à propos des distorsions des recettes douanières, en supprimant le principe des contributions nationales au budget communautaire et par là-même la revendication du « juste retour » si préjudiciable à la définition de la cohésion communautaire, en imposant un certain accroissement des pouvoirs budgétaires du Parlement Européen.

Au contraire, les éléments du mécanisme correcteur amènent une distorsion certaine dans les ressources propres en réintroduisant l'idée de contribution nationale au budget communautaire (comparaison entre la part relative de l'Etat membre au financement communautaire et le PNB), et la conception du « juste retour » par la reconnaissance de la nécessité d'une « correction » budgétaire sous forme d'une rétrocession.

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE LA GRÈCE DEPUIS SON ASSOCIATION A LA C.E.E.

Nicolas MOUSSIS

Introduction

A la date du premier novembre 1974 a pris fin la période de transition de douze ans prévue par l'Accord d'Athènes du 9 juillet 1961 pour l'élimination par la Grèce de la plupart des droits de douane frappant les produits industriels en provenance de la CEE. Etant donné que les produits industriels grecs étaient déjà exemptés des droits de douane à leur importation dans la Communauté, l'Union douanière entre la Grèce et la CEE originaire est donc réalisée pour l'essentiel des échanges industriels.

Trois mois auparavant le régime militaire qui, depuis avril 1967, avait grandement perturbé les relations de la Grèce avec la Communauté avait été renversé. A peine un mois après la chute de la dictature, le nouveau gouvernement grec avait adressé un mémorandum à la Commission des Communautés Européennes, à la présidence du Conseil et aux Etats membres demandant le dégel immédiat de l'association. A la mi-septembre, le Conseil par une déclaration solennelle, exprimait la satisfaction de la Communauté pour le changement du régime en Grèce et constatait que « dans les circonstances actuelles, la voie est désormais à nouveau ouverte pour une remise en marche normale des organes de l'association et, de façon plus générale, pour un plein développement de celle-ci ». La relance fut officiellement annoncée et les premières mesures pour le dégel de l'association ont été prises lors de la première session du Conseil d'association CEE/Grèce depuis avril 1967, le 2 décembre 1974.

Mais il y a plus. Les premiers hommes politiques grecs qui visitèrent officiellement la Commission et le Conseil après la chute de la dictature, MM. Mavros, Pasmazoglou et Papaligouras déclarèrent que la Grèce voulait participer à l'intégration européenne à part entière ; que la Grèce pourrait très prochainement demander son adhésion aux Communautés ; qu'elle se sentait prête à faire face aux problèmes et d'assumer les responsabilités que cela comporterait.

Dans ce contexte, il est intéressant d'examiner comment a fonctionné l'accord CEE/Grèce pendant la première période transitoire de douze ans, d'examiner l'évolution de l'économie grecque pendant cette même période et de comparer son évolution à celle des pays de la Communauté. Cette analyse pourrait fournir des éléments positifs pour vérifier le bien fondé des espoirs des dirigeants grecs.

1. — Le fonctionnement de l'accord d'association

: Informations

L'accord d'association du 9 juillet 1961 prévoit, d'une part la réalisation d'une union douanière, d'autre part, l'harmonisation des politiques de la Communauté et de la Grèce et le développement d'actions communes dans des domaines précis. L'accord comprend en outre la mise à la disposition de la Grèce d'un financement communautaire destiné à faciliter son développement.

L'union douanière CEE/Grèce devait se réaliser en deux périodes : une période de désarmement tarifaire de douze ans (du 1^{er} novembre 1962 au 1^{er} novembre 1974) concernant la plus grande partie des produits industriels ; une période de démobilisation de vingt-deux ans (allant par conséquent jusqu'au 1^{er} novembre 1984) pour certains produits industriels qui, faisant l'objet d'une production en Grèce, ont besoin d'une protection tarifaire.

Après le coup d'Etat des militaires grecs du 21 avril 1967, la Communauté, pour ne pas donner sa caution au gouvernement issu de ce coup d'Etat tout en évitant de causer un préjudice durable au peuple grec, a décidé de limiter l'application de l'accord d'association à sa « gestion courante ». Celle-ci signifiait que seules pouvaient être appliquées les dispositions de l'accord d'Athènes qui, étant liées à un calendrier précis, avaient un caractère automatique ou semi-automatique, notamment les démobilisations tarifaires. Par contre, l'harmonisation des politiques, le développement d'actions communes et le financement de l'économie grecque ont été suspendus à la date du coup d'Etat.

Par conséquent, le fonctionnement de l'accord d'association depuis avril 1967 était limité au désarmement tarifaire. Les progrès dans ce domaine ont cependant été notables.

Les produits industriels grecs ont été exemptés des droits de douane et des taxes d'effet équivalent à leur importation dans la Communauté des Six depuis le 1^{er} juillet 1968, date de l'élimination totale des droits de douane à l'intérieur de la Communauté. De même, certains produits agricoles grecs, ont été exemptés des droits de douane.

De son côté, la Grèce après des abaissements de tarifs successifs, a aboli le 1^{er} novembre 1974 les droits de douane sur la plupart des produits agricoles et sur les produits industriels de la Communauté originaire soumis à la démobilisation de douze ans prévue à l'accord. Ces produits cou-

vrent environ 70 % des importations grecques en provenance des Six.

L'alignement du tarif douanier grec sur le tarif douanier commun (TDC) s'est effectué par étapes. Depuis le 1^{er} novembre 1974, la Grèce applique totalement le TDC pour les produits soumis à une démobilisation tarifaire de douze ans.

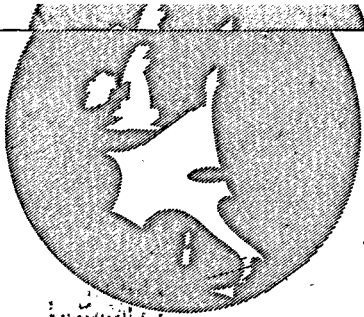
Pour les produits agricoles la situation est plus compliquée. De nombreuses dispositions ad hoc définissent le régime applicable à des produits agricoles particuliers. En général, le libre échange des produits agricoles n'est prévu que dans le cadre d'une harmonisation des politiques agricoles des deux parties, harmonisation qui signifierait en réalité l'alignement de la Grèce sur les mécanismes de la politique agricole commune. Ceci n'a pas été envisagé jusqu'à présent.

En définitif, le fonctionnement de l'accord d'association CEE/Grèce n'a été que partiel. Si, comme on l'espérait en Grèce en 1961, l'accord d'association pouvait constituer un instrument de développement pour le pays, cet instrument est demeuré partiellement inactif pendant près de huit des douze ans de son existence. Il faut avoir ce fait à l'esprit au cours de l'examen de l'évolution de l'économie grecque depuis l'association à la CEE, examen que nous abordons tout de suite.

TABLEAU 1. — Taux annuels moyens de croissance du produit national brut aux prix du marché 1963-1972 (à prix constants)

	Global %	Par habitant %
Allemagne	4,5	3,7
France	5,7	4,7
Italie	4,6	3,9
Pays-Bas	5,5	4,2
Belgique	4,8	4,3
Luxembourg	3,4	2,6
Royaume-Uni	2,7	2,3
Irlande	4,0	3,3
Danemark	4,6	3,8
Eur - 6	5,0	4,1
Eur - 9	4,5	3,7
Grèce	8,0	7,4

Source : Eurostat.



Par ailleurs, le secteur tertiaire de l'économie grecque qui, en 1962, était plus petit que chez les Six, assurait en 1972 56,2 % du PNB grec et était aussi important qu'au Royaume-Uni.

Il est vrai que c'est largement au profit des services que c'est opérée la modification de structure de l'économie hellénique, le pourcentage de l'industrie dans le PNB restant pratiquement inchangé entre 1962 et 1972 aux environs de 28 %. Mais étant donné le gonflement déjà exagéré du secteur tertiaire, il est probable que la contraction du secteur agricole qui devrait normalement se poursuivre dans l'avenir hausserait désormais la part de l'industrie dans le PNB grec.

Il faut noter que malgré le rétrécissement relatif du rôle de l'agriculture dans l'économie hellénique, la production agricole en Grèce s'est accrue entre 1966 et 1972 à un rythme beaucoup plus élevé que dans les pays de la Communauté, comme en témoignent les indices du tableau 5. Cela a probablement été dû à un accroissement de productivité plus important dans le secteur agricole en Grèce que

TABLEAU 4. — Origine du produit intérieur brut au coût des facteurs, 1962-1972.

	Agriculture, sylviculture, et pêche		Industrie (y compris construction)		Services	
	1962	1972	1962	1972	1962	1972
Allemagne	6,0	3,4	51,7	50,1	42,3	46,4
France	10,6	6,7	41,2	—	48,2	—
Italie	16,7	9,0	43,5	39,0	39,8	52,0
Pays-Bas	9,0	5,7	42,0	39,2	49,0	55,1
Belgique	12,8	4,3	41,3	42,7	51,9	53,1
Luxembourg ...	7,5	4,7	53,0	56,0	39,5	39,3
Royaume-Uni ..	3,9	2,8	47,2	41,0	48,9	56,2
Irlande	—	18,0	—	33,8	—	48,2
Danemark	12,6	7,7	40,0	38,5	47,4	53,7
Eur - 6	9,6	5,6	45,7	—	44,7	—
Eur - 9	11,1	5,2	—	—	—	—
Grèce	28,6	16,1	27,5	27,7	43,9	56,2

Source : Eurostat.

TABLEAU 5. — Indices de la production agricole totale Moyenne 1961-1965 = 100.

	1966	1969	1972
Allemagne	104	116	118
France	102	114	125
Italie	109	116	115
Pays-Bas	100	113	137
Belgique	93	116	129
Luxembourg	—	—	105
Royaume-Uni ..	107	108	119
Irlande	101	113	121
Danemark	101	99	98
Eur - 6	104	115	—
Eur - 9	104	113	—
Grèce	116	121	140

Source : Eurostat.

dans la CEE. Cet accroissement s'explique du fait que la Grèce avait encore dans les années 60 un retard très important sur les pays de la Communauté.

Encore plus remarquable a été l'accroissement de la production industrielle (bâtiment non compris) de la Grèce comparée à celle de la Communauté (tableau 6). Entre 1963 et 1972, la production industrielle de la Grèce a été multipliée par presque deux et demi et celle des Neuf par seulement un et demi. Même celle du champion parmi les Etats membres dans ce domaine, les Pays-Bas, n'a fait que doubler pendant cette période.

En observant sur le tableau 6 les données pour l'année 1966, on constate que le mouvement de l'industrie grecque était déjà amorcé avant le régime dictatorial. Pendant ce dernier, l'industrie a conservé son élan antérieur, presque miraculeusement dirait-on, quand on connaît le manque de toute politique industrielle cohérente pendant cette période.

TABLEAU 6. — Indices généraux de la production industrielle (a) 1963 = 100.

	1966	1969	1972
Allemagne	116	144	162
France	117	142	171
Italie	117	140	156
Pays-Bas	123	160	203
Belgique	112	131	148
Luxembourg	107	127	131
Royaume-Uni	113	124	128
Irlande	118	153	173
Danemark	123	154	175
Eur - 6	117	143	165
Eur - 9	116	138	155
Grèce	140	177	246

(a) sans bâtiment
Source : Eurostat.

5. — Amélioration du niveau de vie

Le tableau 7 est présenté comme une indication du niveau de vie en Grèce et dans la Communauté, mais avec les réserves d'usage dans ce domaine. Les réserves sont nécessaires étant donné surtout que les PNB sont exprimés en prix et taux de change courants et que le calcul du PNB par habitant étant une simple moyenne, ne peut tenir compte de la distribution réelle des revenus dans les pays examinés. Il faut noter toutefois que l'inflation a été très modérée en Grèce jusqu'en 1972 et que la distribution du PNB entre les différentes classes de la population ne semble pas s'être modifiée profondément pendant la période de la dictature. L'étude de cet aspect de l'histoire économique de la Grèce reste toutefois à faire.

Le PNB per capita de la Grèce, qui, en 1962, était de 460 Eur (valeur du dollar U.S. avant sa dévaluation), a été multiplié près de trois fois pour atteindre en 1972 presque 1 300 Eur. Pendant cette même période le PNB per capita moyen des Six est passé de 1 280 Eur à 3 135 Eur en se multipliant moins de deux fois et demie.

Ayant confortablement franchi le seuil d'un PNB per capita de 1 000 \$ U.S. à partir de 1972, la Grèce pourrait être admise parmi les pays développés du monde. Toutefois, sur la base de ce même indicateur de développement, la Grèce avait encore un retard de dix ans sur l'ensemble de ses partenaires membres de la CEE.

Pendant les dix années précédentes, la Grèce avait pourtant gagné du terrain sur les pays de la Communauté tant dans leur ensemble que pris individuellement. Ainsi, en 1962, le PNB par habitant de la Grèce représentait 36 % de celui des Six. En 1972, il était égal à 41 % du PNB par habitant des Six et à 43 % du PNB par habitant des Neuf.

De même, en 1962, le PNB p.c. de la Grèce était égal à 59 % de celui du pays alors le plus pauvre des Six, l'Italie, et à 30 % de celui du pays le plus riche, le Luxembourg. En 1972, le PNB p.c. de la Grèce était égal à 73 % du PNB p.c. du pays qui était alors le plus pauvre des Neuf, l'Irlande, et à 34 % de celui du pays le plus riche, le Danemark.

On peut compléter ces indications d'accroissement du niveau de vie en Grèce avec certaines autres qui elles aussi conduisent aux mêmes conclusions.

En 1962 un grec consommait 2 910 calories par jour alors qu'un italien en consommait 2 750 (ce qui avait d'autre part pour effet de porter la moyenne de la CEE à seulement 2 900 calories par jour et par habitant). En 1970 un grec consommait 2 958 calories par jour et un habitant des Neuf, 3 204.

En 1962, un grec consommait à peu près un cinquième de l'énergie consommée par un habitant de la CEE originaire. En 1971 la consommation d'énergie par habitant en Grèce était montée à un tiers de celle dans la Communauté des Neuf. Cependant la consommation d'acier en Grèce par habitant ne représentait à peu près qu'un sixième de celle de la Communauté tant en 1962 qu'en 1971 ce qui indiquait un lent développement de l'industrie lourde en Grèce.

Enfin, l'assistance médicale en Grèce était déjà en 1970 assez comparable à celle de la Communauté. On comptait 155 médecins par 100 000 habitants alors que dans la Communauté originaire on en comptait 160 et même beaucoup moins dans certains pays tels que les Pays-Bas et la France. De même, il y avait 30 pharmaciens pour 100 000 habitants en Grèce contre 51 pour la Communauté à Six et seulement 8 pour les Pays-Bas. Cette même année la distribution des lits d'hôpitaux pour 100 000 habitants était la suivante : 608 en Grèce, 969 dans la Communauté originaire et seulement 517 aux Pays-Bas.



TABLEAU 9. — Grèce : (A) Importations totales ventilées selon leur origine, 1962, 1971, 1973.
(B) Exportations totales ventilées selon leur destination, 1962, 1971, 1973.

	1962		1971		1973	
	mio \$	en %	mio \$	%	mio \$	%
(A) Importations totales	701	100,0	2 098	100,0	3 473	100,0
dont en provenance de la Communauté *	304	43,4	897	42,8	1 739	50,1
AELE	148	21,1	296	14,8	x	x
Etats-Unis	67	9,6	139	6,6	288	8,3
Japon	x	x	x	x	243	7,0
Reste du monde	182	26,0	766	36,5	1 203	34,6
(B) Exportations totales	249	100,0	662	100,0	1 454	100,0
dont à destination de la Communauté *	88	35,3	319	48,2	799	55,0
AELE	45	18,1	54	8,2	x	x
Etats-Unis	19	7,6	59	8,9	94	6,5
Japon	x	x	x	x	x	1,2
Reste du monde	97	39,0	230	34,7	544	37,4

* 1962, 1971 = Eur - 6, 1973 = Eur - 9

x repris dans le reste du monde

Source : Eurostat

Conclusions

De l'analyse qui précède se dégagent deux constatations significatives : d'une part, l'accroissement très important des exportations de la Grèce vers la Communauté suite au désarmement tarifaire, d'autre part, la bonne performance de l'économie grecque comparée à celle de la Communauté, tant du point de vue de la croissance du PNB, que de l'effort d'investissement, de l'amélioration des structures économiques et de l'amélioration du niveau de vie.

Y aurait-il une relation de cause à effet entre ces deux constatations ; autrement dit l'accroissement du commerce avec la CEE aurait-il accéléré le développement de la Grèce ? Pour pouvoir répondre à cette question il aurait fallu entreprendre l'étude des différents paramètres politico-économi-

ques de la Grèce sur une période d'au moins vingt ans. Cela sortait évidemment des possibilités de cet article. On peut cependant sur base des renseignements en notre possession affirmer sans grand danger d'erreur que l'association avec la CEE a influencé favorablement l'économie grecque, tant directement qu'indirectement. Directement, par l'augmentation des exportations grecques vers la Communauté, l'accroissement des investissements des pays de la Communauté en Grèce et les rapports de devises liés à ces deux types d'opérations. Indirectement, par l'effet psychologique que l'association a eu sur les groupes d'intérêts importants, les industriels, les commerçants, les agriculteurs et la bureaucratie ainsi que l'effort d'éducation et d'adaptation entrepris au sein de ces groupes. Quoi qu'il en soit, au cours de la première période d'association, les conditions économiques de la Grèce se sont beaucoup rapprochées de celles de

TABLEAU 10. — Evolution du commerce extérieur, 1962-1973. mio \$

	1962			1973		
	Importations totales	Exportations totales	Balance commerciale	Importations totales	Exportations totales	Balance commerciale
Allemagne	12 279	13 264	+ 984	51 750	63 824	+ 12 074
France	7 520	7 362	- 158	35 247	33 911	- 1 336
Italie	6 067	4 665	- 1 402	30 628	24 483	- 6 145
Pays-Bas	5 347	4 584	- 763	23 287	22 948	- 339
Belgique	4 555	4 324	- 232	20 847	21 279	+ 432
Luxembourg						
Royaume-Uni	12 578	11 059	- 1 519	45 350	35 626	- 9 724
Irlande	—	—	—	3 251	2 481	- 770
Danemark	2 123	1 630	- 492	7 344	5 902	- 1 442
Eur - 6	35 769	34 198	- 1 571	161 758	166 445	+ 4 686
Eur - 9	—	—	—	217 703	210 453	- 7 250
Grèce	701	249	- 452	3 473	1 454	- 2 019

Source : Eurostat

la Communauté. Cela devrait rendre plus acceptable de part et d'autre l'intégration plus complète et accélérée de la Grèce dans la Communauté.

Il faut rappeler à cet égard que l'association de la Grèce à la Communauté n'est pas une fin en soi. L'article 72 de l'accord d'Athènes prévoit que « lorsque le fonctionnement de l'accord d'association aura permis d'envisager l'acceptation intégrale de la part de la Grèce des obligations découlant du traité de Rome, les parties contractantes examineront la possibilité d'une adhésion de la Grèce à la Communauté ».

La Grèce a déjà surmonté les plus graves problèmes de l'association, la démobilisation tarifaire totale pour la plupart des produits industriels et la démobilisation partielle pour les produits industriels fabriqués en Grèce. Dans l'avenir, les plus graves problèmes de la Grèce, du point de vue de

l'intégration économique, devraient venir de la poursuite du désarmement tarifaire pour les produits qui ont besoin de protection tarifaire. Mais ces problèmes seraient exactement les mêmes pour la Grèce que celle-ci soit simple associée ou membre à part entière de la Communauté. Dans cette dernière éventualité, elle pourrait bénéficier d'une période d'adaptation probablement plus longue que celle qui a été accordée aux trois nouveaux Pays membres.

Elle participerait alors aux prises de décisions et partagerait les avantages des différentes politiques communautaires. Tandis que comme associée elle ne peut rien faire pour influencer ces politiques. Certaines d'entre elles, telles que la politique agricole et la politique régionale, sont capitales pour la poursuite du développement de la Grèce. Il est évident que celle-ci a tout intérêt de collaborer à leur conception et à leur application.

LA JURISPRUDENCE DE LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EN MATIÈRE DE CONCURRENCE

III. — Les clauses d'exclusivité dans la jurisprudence de la Cour

Lazar FOCSANEANU

1. *Considérations générales.* Une clause d'exclusivité est un *pactum de non contrahendo*, c'est-à-dire une clause par laquelle une partie à un contrat s'engage à ne pas conclure, pendant une certaine durée, de contrats identiques ou similaires avec de tierces personnes. Cette durée peut, d'ailleurs, excéder celle du reste du contrat.

La clause est *unilatérale* lorsqu'elle engage seulement l'une des parties contractantes. Elle est *réci-proque* lorsque les deux parties s'engagent mutuellement à ne pas conclure des contrats similaires avec des tiers.

Des clauses d'exclusivité se rencontrent dans des contrats de types très divers. C'est ainsi que la pratique et la jurisprudence françaises ont eu à s'occuper de clauses d'exclusivité insérées dans des contrats de concession de vente, de fourniture, d'agence commerciale, de licence de brevets d'invention ou de marques, de licence de savoir-faire (*know-how*), de licence de droits de propriété littéraire ou artistique, de contrats d'ingénierie, de baux commerciaux, etc.

En droit interne, ces clauses rencontrent parfois des obstacles juridiques à différents titres. En effet, un engagement de ne pas contracter avec des tiers constitue, par nature, une limitation de la liberté contractuelle du promettant et une atteinte au libre jeu de la concurrence. Il risque, en outre, d'aboutir à un refus de vente ou de prestation de services ou encore à des comportements discriminatoires. En conséquence, les clauses d'exclusivité sont susceptibles de tomber sous le coup des dispositions civiles ou pénales sanctionnant les agissements susmentionnés.

Du point de vue du droit communautaire, les clauses d'exclusivité tombent sous l'interdiction de l'article 85.1 du traité de Rome, lorsqu'elles sont susceptibles d'affecter le commerce entre Etats membres et ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du Marché commun. Elles tombent sous le coup de l'article 86, lorsqu'elles constituent un abus de position dominante.

Aussi n'est-il pas étonnant de constater que, sur le total de 42 arrêts, rendus par la Cour européenne, en matière de concurrence, jusqu'à la fin de l'année 1974, treize arrêts ont eu à résoudre des problèmes concernant des *clauses d'exclusivité*. Ce qui est, par contre, surprenant, c'est le fait que presque tous ces arrêts concernent des clauses figurant dans des contrats de concession exclusive de vente ou des contrats de fourniture exclusive. De ce point de vue, la pratique de la Commission des Communautés européennes a été plus variée, car cette dernière a également eu à se prononcer sur des clauses d'exclusivité insérées dans des licences de brevets d'invention, de marques ou de savoir-faire, de

contrats de participation à des foires et expositions, etc.

Seules seront étudiées dans le présent article les situations d'exclusivité *de nature contractuelle*. Celles qui découlent directement de statuts légaux (par exemple, les monopoles, professions réglementées, droits de propriété sur les biens corporels ou incorporels) restent en dehors de l'étude. Les marques, brevets, droits d'auteur, etc. seront pris en considération dans la mesure où ils font l'objet de contrats de concession exclusive de licences. Ils seront étudiés dans l'article suivant en tant que droits exclusifs.

2. *Liste des arrêts ayant statué sur des clauses d'exclusivité.* Les arrêts de la Cour de justice des Communautés européennes ayant statué sur des problèmes concernant les clauses d'exclusivité sont indiqués au tableau figurant à la fin de cet article.

3. *Caractéristiques générales des arrêts ayant statué sur des clauses d'exclusivité.* Onze des treize arrêts ayant statué sur des clauses d'exclusivité, jusqu'à la fin de l'année 1974, ont été rendus sur demandes d'interprétation préjudicielle adressées à la Cour par des juridictions nationales, en vertu de l'article 177 du Traité (nos 1, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 du tableau ci-après).

Un seul arrêt a été rendu sur recours en annulation, de pleine juridiction, introduit par des entreprises privées contre une décision individuelle de la Commission (n° 2 du tableau ci-après).

Enfin, un arrêt a été rendu sur un recours en annulation pour excès de pouvoir et déclaration d'inapplicabilité, intenté par le Gouvernement italien contre des textes réglementaires du Conseil et de la Commission, en vertu des articles 173 et 184 du Traité (n° 3 du tableau ci-après).

Les affaires jugées par la Cour en cette matière, concernent principalement la compatibilité des clauses d'exclusivité avec l'article 85, paragraphe 1 du Traité. Les paragraphes 2 et 3 de l'article 85, ainsi que l'article 86 ont été rarement évoqués.

Dans huit des treize affaires susmentionnées, la clause d'exclusivité litigieuse faisait partie de *contrats de concession exclusive de vente de marchandises* (nos 1, 2, 3, 5, 7, 8, 10 et 11 du tableau). Dans trois arrêts, elle se trouvait insérée dans des *contrats d'achat exclusif de marchandises* (contrat d'approvisionnement exclusif, de fourniture exclusive, « contrats de brasserie » (nos 4, 6 et 11 du tableau ci-après). Des deux arrêts restants, l'un concerne l'exclusivité stipulée, au sujet de droits d'auteur, en faveur de la société gestionnaire de ces droits (n° 12 du tableau) et le dernier, le droit exclusif d'exploiter des enregistrements de son protégés selon la législation nationale, en vertu d'un droit voisin du droit d'auteur.

Il est, à première vue, surprenant de constater que les recours en annulation contre des décisions de la Commission portant sur des clauses d'exclusivité ont été très rares, d'autant plus que l'attitude prise par la Commission heurtait de front certaines habitudes traditionnelles du commerce dans le domaine des contrats de distribution exclusive. Il en est ainsi, notamment, de la condamnation des clauses interdisant au concessionnaire exclusif d'exporter des produits concédés en dehors de son territoire et de la condamnation des clauses garantissant le concessionnaire contre les importations parallèles et lui conférant une protection territoriale absolue.

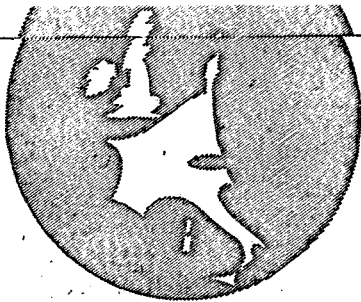
Si, malgré le bouleversement apporté par la Commission aux habitudes du commerce, les entreprises concernées se sont très rarement pourvues devant la Cour de Luxembourg, leur attitude nous semble pouvoir s'expliquer par deux circonstances :

a) La Cour a inauguré sa jurisprudence en la matière par un arrêt très sévère, du 13 juillet 1966, dans lequel elle a confirmé l'essentiel des thèses de la Commission (Arrêt Consten et Grundig c. Commission de la CEE). Ultérieurement, dans une série d'arrêts prononcés sur demandes d'interprétation préjudicielle, la Cour a nuancé et assoupli sa position. Toutefois, sa sévérité initiale pourrait avoir découragé les plaideurs.

b) La pratique a pu s'adapter assez facilement au rigorisme de la Commission, soit en l'éludant, soit en ayant recours à des procédés de substitution permettant de réaliser des résultats équivalents ou analogues à ceux des concessions exclusives de vente traditionnelles.

En effet, il ne faut pas oublier que les contrats de concession exclusive de vente sont, généralement, conclus pour des durées assez courtes. En général, ces durées varient entre trois et cinq ans. Le concessionnaire exclusif court ainsi le risque permanent du non renouvellement du contrat, si son comportement mécontente le concédant. Certains contrats prévoient même une faculté de dénonciation anticipée en faveur du concédant, cette faculté pouvant être, soit discrétionnaire, soit fondée sur des motifs plus ou moins vérifiables. Il sera facile au concédant, de faire comprendre au concessionnaire que celui-ci n'aura aucune chance de voir renouveler son contrat s'il pratique des exportations en dehors du territoire concédé. Une simple insinuation aura pratiquement le même effet qu'une clause expresse interdisant l'exportation.

Par ailleurs, un réseau de concessionnaires exclusifs est susceptible d'être assez aisément remplacé par un système d'agents commerciaux exclusifs, d'autant plus que ces derniers peuvent se porter du croire, se voir confier la gestion de stocks appar-



bués par des personnes autres que le concessionnaire ou ses clients ; »

« ...en vue de juger si tel est le cas, il convient de prendre en considération, non seulement les droits et obligations découlant des clauses de l'accord, mais encore le *contexte économique et juridique* au sein duquel celui-ci se situe, et notamment l'*existence éventuelle d'accords similaires passés par le même producteur avec des concessionnaires établis dans d'autres Etats membres* ; »

« ...pour relever de l'interdiction énoncée à l'article 85, l'accord doit affecter de façon sensible le commerce entre Etats membres et le jeu de la concurrence ; »

« ...pour juger si tel est le cas, ces éléments doivent être placés dans le cadre réel où ils se produiraient à défaut de l'accord litigieux ; »

« ...dès lors, pour apprécier si un contrat assorti d'une clause *concedant un droit exclusif de vente* est justiciable de cet article, il y a lieu de prendre en considération notamment... le *caractère isolé de l'accord litigieux ou, au contraire, la place de celui-ci dans un ensemble d'accords*..... ».

6^e Arrêt du 11 juillet 1974, affaire 8-74, Rec. 1974, p. 853 :

« ...un accord d'exclusivité est susceptible d'affecter le commerce entre Etats membres et peut avoir pour effet d'entraver la concurrence dès lors que le concessionnaire peut empêcher les importations parallèles en provenance d'autres Etats membres dans le territoire concédé grâce à la combinaison de l'accord avec les effets d'une législation nationale, exigeant exclusivement un certain moyen de preuve d'authenticité ; »

« ...en vue de juger si tel est le cas, il convient de prendre en considération non seulement les droits et obligations découlant des clauses de l'accord mais encore le *contexte économique et juridique* au sein duquel celui-ci se situe, et notamment l'*existence éventuelle d'accords similaires passés entre un même producteur et les concessionnaires établis dans d'autres Etats membres* ».

7^e Conclusions. Les arrêts précités permettent de dégager les conclusions suivantes concernant les clauses d'exclusivité figurant dans un ensemble de contrats similaires :

— l'existence d'une pluralité de contrats similaires constitue un élément du contexte économique et juridique dans lequel les contrats doivent être appréciés ;

— cet élément ne suffit pas, à lui seul, pour déterminer l'application de l'article 85, paragraphe 1, à l'ensemble des contrats concernés, car il ne s'agit là que d'un élément parmi d'autres pour savoir si, par le moyen d'une altération du jeu de la concurrence, le commerce entre Etats membres est susceptible d'être affecté ;

— l'existence d'accords similaires passés entre un même producteur ressortissant à un Etat tiers, et des distributeurs établis dans le Marché commun peut constituer un obstacle à ce que le distributeur réexporte les produits en cause dans d'autres Etats membres, ou à ce que ces produits soient importés d'autres Etats membres dans la zone protégée, pour y être vendus par des personnes autres que le concessionnaire ;

— un ensemble de contrats similaires liant à quelques producteurs nationaux un nombre important de détaillants du même Etat, peut, le cas échéant, être susceptible d'affecter le commerce entre Etats membres ;

— un accord de fourniture exclusive ou de concession exclusive, conclu entre deux entreprises, doit être considéré, aux fins de l'article 5 du Règlement 17/62, comme accord auquel ne participent que deux entreprises, même s'il s'insère dans une série d'accords parallèles.

III — La notion de *contrat-type* n'existe, ni dans le texte des articles 85 et 86 du Traité, ni dans le Règlement du Conseil n° 17-62 (« Premier règlement d'application des articles 85 et 86 du traité », JOCE n° 13 du 21 février 1962).

Elle apparaît, pour la première fois, dans le formulaire B de notification, annexé au Règlement de la Commission n° 27 du 3 mai 1962, « Premier règlement d'application du règlement n° 17 du Conseil en date du 6 février 1962 » (JOCE, 1962, p. 1118).

Le formulaire B, annexé au Règlement de la Commission n° 27-62, définit le contrat-type comme étant « un contrat que le déclarant conclut régulièrement avec des personnes ou groupes de personnes déterminés (p. ex. contrat restreignant la liberté d'action d'un cocontractant en matière de prix ou de conditions commerciales à la revente des produits fournis par l'autre contractant »).

Pour les contrats type ainsi définis, le formulaire précise que l'indication de la raison sociale et de l'adresse des entreprises participant à l'accord et l'indication du contenu de celui-ci ne sont pas nécessaires. Il suffit de joindre à la notification le texte du contrat-type.

Le Règlement précité de la Commission, n° 27-62, a été modifié par les Règlements n° 153 du 21 décembre 1962 (JOCE 1962, p. 2918) et 1133 du 26 juillet 1968 (JOCE, 1968, n° L189, p. 1).

Après une légère modification de libellé, dans l'annexe B1 au Règlement du 21 décembre 1962, le texte concernant les contrats-type a retrouvé sa version originale dans le formulaire A/B, annexé au Règlement du 26 juillet 1968.

La Cour a eu l'occasion de statuer dans deux de ses arrêts sur des *contrats-type comportant des clauses d'exclusivité*, l'un concernant une concession de vente, l'autre, un accord de fourniture exclusive.

a) Dans l'arrêt du 30 juin 1970 (affaire 1-70, Parfums Marcel Rochas Vertriebs - G.m.b.H.c. Helmut Bitsch, Rec. XVI, 1970, p. 515), la situation de fait était la suivante.

La société anonyme de droit français Parfums Marcel Rochas a concédé, suivant contrat du 14 mars 1963, à la société de droit allemand Parfums Marcel Rochas Vertriebs G.m.b.H., de Munich, le droit de *vente exclusive* pour la République fédérale d'Allemagne et Berlin Ouest, des produits de parfumerie de sa marque.

En France, la société Parfums Marcel Rochas vendait ses produits directement aux parfumeurs détaillants suivant un système de circuit organisé, dit « de dépôt », d'après lequel, seuls des magasins sélectionnés du commerce de détail qui se sont engagés à offrir effectivement et à tenir l'assortiment complet des produits de la société, étaient approvisionnés. Les détaillants devaient, en outre, s'engager à ne jamais céder leurs produits à d'autres vendeurs, dépositaires ou grossistes, ni à les exporter.

Le concessionnaire exclusif allemand était tenu d'agir de la même manière à l'égard des détaillants dans sa zone de concession.

Le 30 janvier 1963, un jour avant le délai ultime de notification des anciennes ententes auxquelles ne participaient que deux entreprises, la société française a notifié à la Commission, à titre de « contrat type » intervenant entre la S.A. Parfums Marcel Rochas et chacun de ses concessionnaires en France, « un contrat de dépôt », conclu antérieurement.

Le 24 juin 1964, la même société a conclu avec la Parfumerie Saint-Roch, qualifiée de détaillant, un contrat de concession de vente au détail, conforme au contrat-type précédemment notifié.

Aux termes du contrat du 24 juin 1964, le concessionnaire s'obligeait à ne vendre les produits Rochas qu'au détail et à des consommateurs directs. Il s'engageait expressément à ne pas les exporter.

Ce contrat n'a pas fait l'objet d'une notification séparée. La société concessionnaire allemande Parfums Marcel Rochas Vertriebs G.m.b.H. ayant constaté que la maison Bitsch, de Breisach, mettait en vente, en Allemagne, des produits Rochas fournis par la Parfumerie Saint-Roch, a intenté contre la dite maison une action en référé, en faisant valoir que Bitsch s'était procuré les produits mis en vente grâce à la violation par la Parfumerie Saint-Roch de ses obligations contractuelles.

Bitsch a conclu au rejet de la demande de référé, en invoquant la nullité de l'interdiction d'exportation contenue dans le contrat de concession entre la S.A. Parfums Marcel Rochas et la Parfumerie Saint-Roch, en vertu de l'article 85, paragraphe 1 du Traité. Le Landgericht de Freiburg a néanmoins accueilli la demande de référé.

L'Oberlandesgericht de Karlsruhe, saisi du litige sur l'appel de Bitsch, a décidé de surseoir à statuer et de soumettre à la Cour de justice des Communautés européennes deux questions concernant les contrats-type. A ces questions, la Cour a répondu de la manière suivante, dans son arrêt du 30 juin 1970 :

1° Les accords visés à l'article 85, paragraphe 1 du Traité, conclus après l'entrée en vigueur du Règlement n° 17-62, qui sont la reproduction exacte d'un *contrat-type régulièrement notifié*, bénéficient du régime de validité provisoire de ce dernier, alors même que le *contrat-type* aurait été *conclu antérieurement à la mise en vigueur du Règlement n° 17-62*.

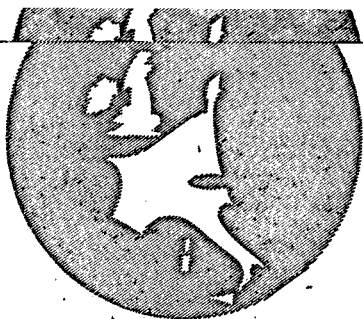
2° Les contrats existant lors de l'entrée en vigueur du Règlement n° 17-62, conclus entre deux entreprises et notifiés à titre de contrat-type, doivent être considérés comme des accords auxquels ne participent que deux entreprises, pour l'application de l'article 5 du Règlement n° 17-62, même s'ils font partie d'un *réseau de contrats parallèles*.

La Cour a expliqué sa position par les attendus suivants :

« La Commission a... estimé que... la notification d'un contrat-type est suffisante pour permettre la surveillance efficace des accords susceptibles de contrevenir à l'article 85 ;
« ...par la nature même d'un contrat-type, la notification de celui-ci attire l'attention de la Commission sur le contexte économique et juridique au sein duquel un tel accord se situe ;

« ... au surplus, l'article 11 du règlement n° 17-62 lui permet à tout moment, d'obtenir les renseignements plus complets dont elle estimerait avoir besoin » ;

« ...par la seule notification du contrat-type, les objectifs de la notification se trouvent réali-



Après ce refus, Metro a acheté, auprès de la maison Rosner & Co., de Hambourg, des disques imprimés en Allemagne par Deutsche Gramophon et vendus par cette dernière à sa filiale Polydor de Paris, qui en avait cédé une partie à une entreprise d'un pays tiers, laquelle en avait livré une certaine quantité à la maison Rosner & Co. de Hambourg. Cette dernière les a revendus à Metro, laquelle les a offerts à ses clients à des prix variant entre 11,95 DM et 12,95 DM plus TVA, en janvier et février 1970. Ces prix étaient nettement inférieurs au prix imposé de 19 DM.

La Deutsche Gramophon a estimé que la vente des disques par Metro constituait une infraction à la loi allemande sur le droit d'auteur et une violation de son droit exclusif de mettre en circulation les disques qui avaient été importés en Allemagne. Elle a obtenu une ordonnance de référé du Landgericht de Hambourg interdisant à Metro de mettre en circulation, en Allemagne, les disques Deutsche Gramophon portant la mention « Polydor ».

L'opposition formée par Metro contre l'ordonnance de référé ayant été rejetée, Metro a interjeté appel auprès du Hanseatisches Oberlandesgericht, qui a saisi la Cour d'une demande d'interprétation préjudicielle.

Aux questions posées par l'Oberlandesgericht de Hambourg, la Cour a répondu de la manière suivante :

1° L'exercice par un fabricant de supports de son du droit exclusif de mettre en circulation ces objets, ne peut empêcher la réimportation et la commercialisation en Allemagne de disques écoulés par lui-même ou avec son autorisation dans un autre Etat membre. Un tel exercice serait contraire aux termes de l'article 85, paragraphe 1 du Traité, chaque fois qu'il apparaîtrait comme étant l'objet, le moyen ou la conséquence d'une entente. Au cas où l'exercice ne découlerait pas d'éléments contractuels ou de concertation, il resterait à examiner s'il est compatible avec les dispositions du Traité sur la libre circulation des marchandises.

2° Le droit exclusif de distribution appartenant à un fabricant de supports de son, n'est, par lui-même, pas constitutif de position dominante. Il en serait autrement lorsque, dans les circonstances de l'espèce, le fabricant serait en mesure de faire obstacle à une concurrence effective sur une partie importante du marché à prendre en considération. L'écart entre le prix imposé et le prix du produit réimporté d'un autre Etat membre ne révèle pas nécessairement un abus de position dominante. Il peut, cependant, en raison de son importance et en l'absence de justifications objectives, constituer un indice déterminant du dit abus.

5. Cloisonnement des marchés nationaux par l'effet combiné d'une clause d'exclusivité et d'une disposi-

tion d'exclusivité du droit interne des Etats membres. Des clauses d'exclusivité, même non assorties d'interdictions d'exporter, peuvent aboutir au cloisonnement des marchés nationaux, lorsqu'ils se combinent avec certaines dispositions d'exclusivité des droits internes. Il en est ainsi, notamment, de la combinaison des contrats d'exclusivité avec les règles nationales du droit des marques, du droit des brevets, du droit de la propriété littéraire et artistique, du droit de la concurrence déloyale ou du droit concernant la justification de l'origine des produits importés. Dans ces cas, la pratique de la Commission et la jurisprudence de la Cour, tendent à limiter l'exercice du droit national restrictif toutes les fois que cet exercice a pour but d'entraver la concurrence ou le commerce entre Etats membres, en isolant les marchés nationaux.

a) Dans le domaine des *marques*, un producteur ou distributeur peut effectuer des dépôts parallèles de la même marque dans plusieurs pays. Une fois la marque ainsi déposée, il peut consentir des cessions ou des licences séparées pour chacune des marques nationales. Pendant longtemps, les droits nationaux protégeaient les cessionnaires ou licenciés contre l'importation dans leur pays, de produits portant une marque identique à la leur alors même que cette dernière avait été apposée de manière régulière dans le pays d'origine. De telles importations étaient considérées comme constituant le délit de contrefaçon et l'importation des produits marqués à l'étranger pouvait être empêchée. Actuellement, législations et jurisprudences nationales ont subi des revirements ou sont devenues hésitantes. Dans certains Etats du Marché commun, elles refusent au titulaire ou licencié d'une marque, la protection contre l'importation des produits portant une marque parallèle.

Dans la mesure où l'importation de produits portant des marques parallèles reste interdite conformément au droit interne, il est évident que le concessionnaire exclusif d'un produit de marque jouit automatiquement de la protection territoriale absolue, car en vertu du droit des marques il peut empêcher l'importation et la revente de produits étrangers portant la même marque que la sienne. Dans ces cas, toutefois, le droit communautaire intervient pour interdire ou limiter l'exercice du droit national des marques, dans la mesure nécessaire pour assurer la liberté de la concurrence et la liberté du commerce entre Etats membres.

Un seul arrêt a eu à trancher les problèmes concernant le droit des marques dans ses rapports avec les clauses d'exclusivité, les règles de concurrence et de libre circulation des marchandises. C'est l'arrêt du 13 juillet 1966 (affaires 56 et 58-04 Consten et Grundig c. Commission de la CEE). La société Grundig-Verkaufs GmbH avait conclu un

contrat de concession comportant des clauses d'exclusivité réciproque, avec la maison Consten.

Pour la distribution des produits concédés Consten était autorisé à se servir du nom et de l'emblème de Grundig, déposés en Allemagne et dans plusieurs pays de la CEE.

En outre, Consten était autorisé à déposer en France, sous son propre nom, la marque « Gint » (Grundig International) que portaient tous les appareils fabriqués par Grundig. La société Consten s'engageait à transférer cette marque à Grundig à partir du moment où elle n'en serait plus le distributeur exclusif.

La Commission avait adressé à Consten, l'injonction de ne pas utiliser la marque GINT aux fins d'entraver les importations parallèles.

La Cour a confirmé cette injonction :

« ... l'injonction, contenue à l'article 3 du dispositif de la décision attaquée, de ne pas utiliser les droits nationaux relatifs à la marque aux fins d'entraver les importations parallèles, sans toucher à l'attribution de ces droits, en limite l'exercice dans la mesure nécessaire à la réalisation de l'interdiction découlant de l'article 85, paragraphe 1 ».

« ...un tel système (le système communautaire de la concurrence), en raison... de sa fonction, n'admet pas l'emploi abusif des droits découlant de l'un ou de l'autre droit national des marques, pour mettre en échec l'efficacité du droit communautaire » ;

La Cour a eu l'occasion de se prononcer dans deux autres arrêts, sur les relations entre l'exclusivité résultant du droit de propriété sur la marque, d'une part, et les règles communautaires de la concurrence et de la libre circulation des marchandises, d'autre part. Elle l'a fait dans les arrêts des 18 février 1971 (Affaire 40-70, Sirena S. r. l. c. Eda S. r. l. et autres, Rec. 1971, p. 69) et 31 octobre 1974 (Affaire 16-74, Centrafarm BV. et Adriaan de Peijper c. Winthrop B.V.).

Toutefois, dans ces deux derniers arrêts, l'exclusivité revendiquée découlait du droit de propriété sur la marque et non pas d'une clause contractuelle d'exclusivité. Les deux arrêts trouveront, en conséquence, leur place dans le quatrième article de cette série d'études.

b) En ce qui concerne les brevets d'invention, la Cour a examiné dans deux arrêts, l'aspect communautaire des conséquences de l'exclusivité inhérente à ces titres de propriété industrielle.

Ce sont les arrêts des 29 février 1968 (Affaire 24-67, Parke, Davies & Co. c. Probel, Reese, Bein-

tema-Interpharm et Centrafarm. Rec. XIV, 1968, 81) et 31 octobre 1974 (Affaire 15-74, Centrafarm B.V. et Adriaan de Peijper c. Sterling Drug Inc., Rec., 1974, 1146).

Cependant, dans les deux affaires précitées, les juges de Luxembourg ont envisagé l'exclusivité comme élément constitutif du statut légal du brevet et non pas comme résultant de clauses contractuelles.

Le deuxième des arrêts susmentionnés se réfère à la mise dans le commerce d'un produit breveté, effectuée par le titulaire du brevet « ou avec son consentement », sans fournir des précisions sur la nature de ce consentement. Il n'est donc pas possible de savoir s'il s'agissait de licences exclusives ou non exclusives, de production ou de vente, ou encore, de simples tolérances.

c) Un seul arrêt de la Cour s'est prononcé sur le cloisonnement possible des marchés nationaux par l'effet combiné d'un accord d'exclusivité et d'une législation nationale contre la concurrence déloyale. Il s'agit de l'arrêt du 25 novembre 1971, (Affaire 22-71. Béguelin Import Co. c. S.A.G.L. Import Export, Rec. 1971, 949), intervenu dans les circonstances suivantes.

La société belge Béguelin Import Co avait obtenu, en 1967, la qualité de distributeur exclusif de la firme japonaise Oshawa, pour la vente en Belgique et en France de certains briquets de poche. Elle a transféré à sa filiale française, Béguelin Import Co. France, la concession exclusive pour la France. Les accords de distribution exclusive n'ont pas été notifiés.

Pour le territoire allemand, la société Gebrüder Marbach, jouissait d'une concession analogue.

En 1969, la société G. L. Import-Export de Nice a importé en France, 18 000 briquets qui avaient été expédiés à Hambourg, aux soins de Gebrüder Marbach. Les briquets y étaient restés entreposés en douane, avant d'être réexpédiés et dédouanés.

Les sociétés Béguelin ont assigné G. L. Import-Export et Gebrüder Marbach devant le Tribunal de commerce de Nice pour leur faire interdire la vente en France, des briquets, sous peine d'astreinte et pour les faire condamner à des dommages-intérêts pour concurrence déloyale. Les défenderesses ont alors invoqué la nullité des concessions exclusives Béguelin, comme étant contraires à l'article 85 du Traité et comme constituant une entrave à la liberté du commerce à l'intérieur de la Communauté.

Sur demande d'interprétation préjudicielle du Tribunal de commerce de Nice, la Cour a statué que :

« ...un accord d'exclusivité est susceptible d'affecter le commerce entre Etats membres et peut avoir pour effet d'entraver la concurrence,



protection, échapper à l'interdiction prévue à l'article 85, paragraphe 1 ».

Arrêt du 6 mai 1971 (affaire 1-71)

« ...un accord d'exclusivité peut échapper à l'interdiction de l'article 85, paragraphe 1, parce que, compte tenu de la faible position des intéressés sur le marché des produits en cause dans la zone faisant l'objet de l'exclusivité, il n'est pas susceptible de nuire à la réalisation des objectifs d'un marché unique entre Etats, même lorsqu'il établit une protection territoriale absolue ; »

« ...à plus forte raison il en est ainsi lorsqu'un tel accord ne s'oppose ni à ce que des tiers puissent effectuer des importations parallèles sur le territoire concédé, ni à ce que le concessionnaire réexporte les produits qui en sont l'objet ».

9. Incertitude de la jurisprudence : refus par la Cour d'appliquer la doctrine du « contexte », dans deux arrêts. L'énumération des arrêts précités pourrait faire croire que la doctrine du « contexte » est bien établie.

Pourtant, dans deux affaires, la Cour a refusé d'aller au-delà des clauses de l'accord et de tenir compte du « cadre réel » dans lequel ce dernier se plaçait. Il s'agit des arrêts des 13 juillet 1966 (affaires jointes 56 et 58-64) et 11 juillet 1974 (affaire 8-74).

Citons, en premier lieu, l'arrêt du 13 juillet (affaires jointes 56 et 58-64, Etablissements Consten S.A.R.L. et Grundig Verkaufs G.m.b.H.c. Commission de la CEE). La Cour y déclare :

« ...aux fins de l'application de l'article 85, paragraphe 1, la prise en considération des effets concrets d'un accord est superflue dès qu'il apparaît qu'il a pour objet de restreindre, empêcher ou fausser le jeu de la concurrence ».

« ...partant, l'absence dans la décision attaquée, de toute analyse des effets de l'accord sur le plan de la concurrence entre les produits similaires des différentes marques ne saurait constituer, par elle-même, un vice de la décision ».

Le raisonnement juridique ci-dessus reproduit paraît difficilement conciliable avec la théorie du « contexte » maintes fois proclamée par la Cour et notamment avec l'attendu suivant de l'arrêt du 30 juin 1966 (affaire 56-65), de quelques jours seulement antérieur à l'arrêt Grundig

« ...pour apprécier si un contrat assorti d'une clause « concédant un droit exclusif de vente » doit être considéré comme interdit en raison de son objet ou de son effet, il y a lieu de prendre en considération notamment la nature

et la quantité limitée ou non des produits faisant l'objet de l'accord, la position et l'importance du concédant et celles du concessionnaire sur le marché des produits concernés, le caractère isolé de l'accord litigieux ou, au contraire, la place de celui-ci dans un ensemble d'accords, la rigueur des clauses destinées à protéger l'exclusivité ou, au contraire, les possibilités laissées à d'autres courants commerciaux sur les mêmes produits par le moyen de réexportations et d'importations parallèles ».

Mais, la contradiction paraît encore plus étonnante entre deux attendus d'un même arrêt. Il s'agit de l'arrêt du 11 juillet 1974 (affaire 8-74, Procureur du Roi c. Benoît et Gustave Dassonville), dans lequel la Cour déclare, de manière lapidaire :

« ...un accord d'exclusivité tombe sous l'interdiction de l'article 85 lorsqu'il fait obstacle, en droit ou en fait, à ce que les produits en cause soient importés d'autres Etats membres dans la zone protégée, par des personnes autres que l'importateur exclusif ».

Le même arrêt avait pourtant posé le principe qu'il convenait de prendre en considération :

« ...non seulement les droits et obligations découlant des clauses de l'accord, mais encore le contexte économique et juridique au sein duquel celui-ci se situe ».

10. Le triple test de validité des clauses d'exclusivité. Les clauses d'exclusivité n'étant pas, en elles-mêmes et en raison de leur nature juridique, incompatibles avec le marché commun, leur compatibilité avec l'article 85, paragraphe 1, du Traité, doit être établie, dans chaque cas particulier, par référence aux trois exigences fondamentales dudit paragraphe, qui sont : a) l'existence d'un accord entre entreprises (ou d'une pratique concertée ou d'une décision d'associations d'entreprises) ; b) l'influence sur le commerce entre Etats membres et c) une entrave au jeu de la concurrence à l'intérieur du marché commun.

11. L'existence d'un « accord entre entreprises ». Cette première exigence de l'article 85 du Traité a fait l'objet de longs débats devant la Cour.

Il s'agissait, en premier lieu, de savoir si le texte susmentionné visait uniquement les accords horizontaux intervenus entre entreprises concurrentes ou s'il concernait également les accords verticaux, entre entreprises non concurrentes, accords dont font partie notamment les concessions exclusives de vente. Certains plaideurs et gouvernements ont soutenu la deuxième thèse. La Cour n'a pas fait siens leurs arguments. Dans deux arrêts retentissants, elle a décidé que les termes « accord entre entreprises » visaient aussi bien les ententes

horizontales que les accords verticaux, y compris les contrats de distribution exclusive (arrêts des 13 juillet 1966, rendus dans les affaires jointes 56 et 58-64 et 32-65).

En deuxième lieu, la Cour a dû résoudre la question de savoir si le concept des « accords entre entreprises » incluait les accords entre sociétés mères et filiales, lorsque ces dernières n'étaient pas économiquement autonomes. La Cour a adopté la solution négative dans les arrêts des 25 novembre 1971 (affaire 22-71), et 31 octobre 1974 (affaires 15-74 et 16-74).

12. *La possibilité d'affecter le commerce entre Etats membres.* Au sujet de cette deuxième exigence de l'article 85, l'interprétation de la Cour a apporté les éclaircissements suivants au texte du Traité :

1° Il s'agit d'une *exigence prévisionnelle* reposant sur la *possibilité* d'une *entrave* à la *réalisation d'un marché unique* entre Etats membres (arrêt du 30 juin 1966, affaire 56-65).

2° Pour remplir cette exigence, l'accord doit permettre d'envisager avec un *degré de probabilité suffisant* qu'il puisse exercer une *influence directe ou indirecte, actuelle ou potentielle, sur les courants d'échanges entre Etats membres, dans un sens qui pourrait nuire à la réalisation des objectifs d'un marché unique* entre lesdits Etats (arrêts des 30 juin 1966, affaire 56-65 ; 12 décembre 1967, affaire 23-67 ; 9 juillet 1969, affaire 5-69 ; 6 mai 1971, affaire 1-71 et du 25 novembre 1971, affaire 22-71).

3° Pour relever de l'interdiction énoncée à l'article 85, l'accord doit *affecter de façon sensible* le commerce entre Etats membres (arrêt du 25 novembre 1971, affaire 25-71).

4° L'accord doit être placé dans le *cadre réel* où il produit ses effets, *au milieu des contrats similaires* parmi lesquels il s'insère (arrêts des 12 décembre 1967, affaire 23-67 et 25 novembre 1971, affaire 22-71).

5° Lorsqu'il s'agit d'un *contrat assorti d'une clause concédant un droit exclusif de vente*, il convient de savoir s'il est en mesure de *cloisonner le marché de certains produits* et de

rendre plus difficile *l'interpénétration économique voulue par le Traité* (arrêt du 30 juin 1966, affaire 56-65).

6° Un accord d'exclusivité passé entre un producteur ressortissant à un pays tiers et un distributeur établi dans le marché commun, affecte le commerce entre Etats membres lorsqu'il fait obstacle, en droit ou en fait, à ce que le distributeur réexporte les produits en cause dans d'autres Etats membres, ou à ce que ces produits soient importés d'autres Etats membres dans la zone protégée, et y soient distribués par des personnes autres que le concessionnaire et ses clients (arrêt du 25 novembre 1971, affaire 22-71).

13. *L'entrave au jeu de la concurrence.* La jurisprudence de la Cour a apporté les précisions suivantes au texte de l'accord :

1° Pour que le contrat empêche, restreigne ou fausse la concurrence *en raison de son objet*, l'analyse des clauses de l'accord doit révéler un *degré de nocivité suffisant* à l'égard de la concurrence.

2° L'objet de l'accord doit être considéré *compte tenu du contexte économique* dans lequel il doit être appliqué.

3° Pour que le contrat soit interdit *en raison de ses effets*, il convient d'exiger la réunion d'éléments établissant que le jeu de la concurrence a été empêché, restreint ou faussé *de façon sensible* (arrêt du 30 juin 1966, affaire 56-65).

14. *Nullité des clauses incompatibles avec l'article 85, paragraphe 1, du Traité.* La Cour a statué que la nullité de plein droit, prévue à l'article 85, paragraphe 2 du Traité, ne frappe que les dispositions contractuelles incompatibles avec l'article 85, paragraphe 1.

Les conséquences de cette nullité pour tous autres éléments de l'accord ne relèvent pas du droit communautaire (arrêt du 30 juin 1966, affaire 56-65).

La nullité visée par l'article 85, paragraphe 2 produit des effets rétroactifs (arrêt du 6 février 1973, affaire 48-72).

TABLEAU des Arrêts de la Cour ayant statué sur des clauses d'exclusivité.

N°	Date de l'arrêt	Numéro de l'affaire	Parties	Nature du contrat contenant la clause d'exclusivité
1	30.6.1966	56-65 Rec. 1966, 337	Société Technique Minière (L.T.M.) c. Maschinenbau Ulm GmbH (MBU)	Contrat <i>concédant un droit exclusif de vente à un distributeur unique</i> dans une zone déterminée
2	13.7.1966	56 et 58-64 Rec. 1966, 429	Etablissements Consten S.A.R.L. et Grundig-Verkaufs GmbH c. Commission de la CEE	Contrat de <i>concession exclusive de vente</i> entre un producteur allemand et un distributeur français
3	13.7.1966	32-65 Rec. 1966, 563	Gouvernement de la République italienne c. Conseil de la CEE et Commission de la CEE	Accord de <i>concession exclusive entre une entreprise de production et une entreprise de distribution</i>
4	12.12.1967	23-67 Rec. 1967, 525	S.A. Brasserie de Haecht c. Wilkin Janssen	Convention par laquelle <i>une entreprise s'engage à ne s'approvisionner qu'auprès d'un fournisseur déterminé à l'exclusion de tous autres</i>
5	9.7.1969	5-69 Rec. 1969, 295	Franz Völk c. S.p.r.l., c. Ets J. Vervaecke	Convention par laquelle un producteur confère à un distributeur <i>l'exclusivité de la vente</i> de ses produits pour certains pays du Marché Commun
6	18.3.1970	43-69 Rec. 1970, 127	Brauerei A. Bilger Söhne GmbH c. Heinrich Jehle et Martha Jehle	Contrat de <i>fourniture exclusive</i> entre producteur et détaillant autonome, par lequel ce dernier s'engage à <i>se fournir exclusivement chez le dit producteur</i>
7	30.6.1970	1-70 Rec. 1970, 515	Parfums Marcel Rochas Vertriebs-GmbH c. Helmut Bitsch	Contrats de <i>concession exclusive de vente et de fourniture</i>
8	6.5.1971	1-71 Rec. 1971, 351	Société anonyme Cadillon c. Firma Höss Maschinenbau KG	Contrat d' <i>exclusivité de vente</i>
9	8.6.1971	78-70 Rec. 1971, 487	Deutsche Gramophon Gesellschaft mbH c. Metro-SB-Grossmärkte GmbH & Co. KG	Contrat de <i>licence</i> concédant le <i>droit exclusif d'exploiter des enregistrements protégés par un droit voisin du droit d'auteur</i> . Entente ayant pour objet ou pour conséquence d'interdire les importations de produits licitement mis en commerce dans un autre Etat membre
10	25.11.1971	22-71 Rec. 1971, 949	Béguelin Import Co. c. S.A.G.L. Import-Export	Contrat de <i>concession de vente exclusive</i> entre un producteur ressortissant à un pays tiers et un distributeur établi dans le Marché commun
11	6.2.1973	48-72 Rec. 1973, 77	S.A. Brasserie de Haecht c. Wilkin-Janssen (« Haecht II »)	Trois contrats en vertu desquels l'une des parties s'engageait à <i>se fournir exclusivement</i> auprès de la Brasserie de Haecht en bière, boissons et limonades (contrats de brasserie).
12	21.3.1974	127-73 Rec. 1974, 313	Belgische Radio en Televisie et Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs c. SV SABAM et NV Fonior (BRT-II)	<i>Statuts et contrats</i> imposant aux adhérents la <i>cession de tous les droits d'auteur présents et futurs</i>
13	11.7.1974	8-74 Rec. 1974, 837	Procureur du Roi c. Benoît et Gustave Dassonville	Contrats de <i>concession exclusive</i> entre un <i>producteur britannique de whisky</i> et des <i>distributeurs établis en Belgique et en France, respectivement</i>

Note. — Dans le présent tableau, la « nature du contrat contenant la clause d'exclusivité » a été indiquée d'après la terminologie des arrêts.

Le tableau ne comprend que les arrêts dans lesquels la Cour s'est prononcée de manière expresse sur des clauses d'exclusivité. Les affaires fondées sur des clauses d'exclusivité, mais dans lesquelles les questions posées à la Cour par les juridictions nationales ne concernent pas spécialement l'exclusivité, mais d'autres problèmes, n'ont pas été incluses au tableau. Exemples les arrêts des 6 avril 1962 (affaire 13-61), 9 juin 1969 (affaire 10-69), etc.

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL ET LE DROIT COMMUNAUTAIRE

A propos de la décision du 15 janvier 1975

Gérard DRUESME

*Maître-Assistant à l'Université de Droit,
d'Economie et de Sciences Sociales de Paris*

1. Le Conseil constitutionnel a rendu le 15 janvier 1975 une décision (Journal Officiel du 16 janvier, p. 671) qui peut être lourde de conséquences quant à la pénétration du droit communautaire dans l'ordre juridique français. Sans doute ne se réfère-t-elle en rien aux traités institutifs ni aux normes émises par les institutions communautaires, et concerne-t-elle uniquement le rapport entre la loi interne et les traités ou accords internationaux en général ; mais il est permis de s'interroger sur les effets éventuels d'une telle décision — comme sur ceux d'une décision en sens contraire — s'il s'était agi du problème de la conformité d'une loi à une disposition de droit communautaire.

2. En application du deuxième alinéa de l'article 61 de la constitution, dont les dispositions ont été complétées par la révision du 29 octobre 1974 (1), quatre-vingt et un députés ont saisi le Conseil constitutionnel du texte de la loi relative à l'interruption volontaire de la grossesse, telle qu'elle a été adoptée par le Parlement, et l'ont invité, ainsi qu'il résulte de l'exposé des motifs de la saisine, à « dire lesdites dispositions... non conformes aux dispositions de l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dont l'autorité est supérieure à celle des lois aux termes de l'article 55 de la constitution » (2).

L'argumentation du Conseil constitutionnel est simple : sa compétence est limitativement fixée par la constitution, et l'article 61 ne l'habilite à se prononcer que sur la conformité des lois à la constitution elle-même, non aux traités et accords internationaux. L'article 55 dispose que « les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois », mais le contrôle du respect de ce principe est profondément différent du contrôle de la constitutionnalité des lois et ne saurait être assuré dans le même cadre : « dans ces conditions, il n'appartient pas au Conseil constitutionnel, lorsqu'il est saisi en application de l'article 61 de la constitution, d'examiner la conformité d'une loi aux stipulations d'un traité ou d'un accord international ».

(1) La loi organique fixant les conditions de saisine a été promulguée le 26 décembre après que le Conseil l'ait déclarée conforme à la constitution (décision du 23 décembre), et publiée au J.O. du 27 décembre (p. 23 068). Voir : L. PHILIP, L'élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel, A.J.D.A. 1975, p. 15 ; P. JUILLARD, Difficultés du changement en matière constitutionnelle : l'aménagement de l'article 61 de la constitution, R.D.P. 1974, p. 1703.

(2) Signée à Rome le 4 novembre 1950, la Convention européenne des droits de l'homme a été ratifiée par la France le 3 mai 1974.



3. Ce n'est certes pas la première fois que le Conseil adopte une interprétation restrictive de sa propre compétence (3), mais peut-être son attachement à ce principe l'a-t-il amené, dans la présente décision, à statuer dans un sens critiquable. On peut en effet considérer qu'une loi contraire à un traité est par là même contraire à la constitution, puisqu'elle méconnaît la primauté du droit international sur le droit interne affirmée par l'article 55 ; une telle loi est donc contraire à l'article 55 lui-même, de sorte que le contrôle de sa conformité au traité entre dans le cadre du contrôle de la constitutionnalité des lois ouvert au Conseil constitutionnel.

Il demeure que, si l'on étend la solution retenue vis-à-vis des traités en général au cas particulier du droit communautaire, le principe de la supériorité de ce dernier sur le droit interne se trouve sérieusement compromis dès lors que la juridiction constitutionnelle refuse d'en contrôler l'application (4). Le Conseil n'a eu jusqu'à présent à connaître qu'une seule fois du droit communautaire, lorsque le Premier ministre l'a saisi, en application de l'article 54 de la Constitution, de la question de savoir si le traité de Luxembourg du 22 avril 1970, modifiant certaines dispositions budgétaires des traités européens, et la décision du Conseil des Communautés du 21 avril, relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés, comportaient ou non des clauses contraires à la constitution. Dans une décision du 19 juin 1970 (5), il a estimé que le traité ne faisait qu'aménager la répartition des compétences entre les organes communautaires sans affecter l'équilibre des relations entre

les Communautés et les Etats membres, et que la décision du Conseil se bornait à appliquer, sans y ajouter, l'article 201 du traité de Rome, régulièrement ratifié et publié et entré dans le champ d'application de l'article 55.

Il s'agissait donc, comme le prévoit le système de l'article 54, d'un problème de conformité du droit communautaire à la constitution nationale (6), alors que l'hypothèse que l'on peut envisager à la lumière de la présente décision concerne la conformité d'une loi interne au droit communautaire. Le Conseil constitutionnel vient de se déclarer incompétent pour procéder à un tel contrôle, mais rien n'interdit aux parlementaires d'utiliser à nouveau la possibilité que leur offre désormais l'article 61, et de lui déférer avant sa promulgation une loi votée par le Parlement qu'ils tiendraient pour contraire à une disposition du droit communautaire, le Conseil pouvant alors confirmer sa décision d'incompétence, ou au contraire accepter de pratiquer le contrôle de conformité et empêcher ainsi éventuellement la promulgation de la disposition législative contestée.

4. S'il persiste dans son choix actuel, le Conseil éludera le problème mais ne l'éliminera pas pour autant, et celui-ci finira inévitablement par se poser aux tribunaux ordinaires, parce qu'un justiciable invoquera à l'appui de sa requête ou comme moyen de défense la contrariété entre les deux normes. C'est mettre les juridictions judiciaires et administratives dans une situation embarrassante, à laquelle il n'est peut-être pas légitime de les abandonner, car même si le juge reconnaît sincèrement la primauté du droit communautaire, il demeure qu'il peut hésiter à écarter l'application d'une loi votée par le Parlement national postérieurement à l'édiction de la disposition communautaire contraire. Mais si le Conseil adopte le parti opposé et se déclare compétent, les effets de sa décision risquent d'engendrer de sérieuses difficultés, dans la mesure où les exigences spécifiques du droit communautaire viendront se greffer sur l'application des règles constitutionnelles internes. Il pourrait en résulter une situation suffisamment complexe pour que l'on puisse se demander si une confirmation de la décision du 15 janvier ne serait

(3) V. par exemple la décision du 6 novembre 1962, par laquelle il refuse de se prononcer sur la constitutionnalité de la loi référendaire relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel direct : « Considérant que la compétence du Conseil constitutionnel est strictement délimitée par la constitution ainsi que par les dispositions de la loi organique du 7 novembre 1958 sur le Conseil constitutionnel prise pour l'application du titre VII de celle-ci ; que le Conseil ne saurait donc être appelé à se prononcer sur d'autres cas que ceux qui sont limitativement prévus par ces textes ».

(4) Les traités européens ne contiennent aucune règle de principe affirmant explicitement cette supériorité, et c'est à la Cour de justice des Communautés européennes qu'il revenait, dans son célèbre arrêt du 15 juillet 1964, *Costa c. E.N.E.L.* (6/64, Rec. 1964, p. 1141), d'affirmer « qu'issu d'une source autonome, le droit né du traité ne pourrait, en raison de sa nature spécifique originale, se voir judiciairement opposer un texte interne quel qu'il soit sans perdre son caractère communautaire et sans que soit mise en cause la base juridique de la Communauté elle-même ».

(5) J.C.P. 1970, II, 16 150, note D. RUZIE ; chronique C. EMERÏ et J.-C. GAUTRON, R.D.P. 1971, p. 157.

(6) Le problème de constitutionnalité du droit communautaire s'est posé à plusieurs reprises aux juridictions constitutionnelles étrangères, qui se montrent assez réservées dès lors que le conflit éventuel entre normes communautaires et normes constitutionnelles internes intéresse les droits fondamentaux des individus. V. notamment, pour la Cour constitutionnelle italienne, les arrêts n° 98 du 27 décembre 1965 et n° 183 du 18 décembre 1973 (R.T.D.E. 1974, p. 148) ; pour la Cour constitutionnelle fédérale allemande, les arrêts du 18 octobre 1967 (R.T.D.E. 1968, p. 203) et du 29 mai 1974 (2 BvL 52/71).

pas, en définitive, préférable à un revirement de jurisprudence. Tout en maintenant que le Conseil constitutionnel aurait fait une plus exacte application de la constitution en acceptant de voir un cas d'inconstitutionnalité — pour méconnaissance de l'article 55 — dans la non-conformité d'une loi à un traité, nous devons admettre que sa décision est plus opportune, tant les problèmes que poserait la décision inverse seraient difficiles à résoudre. Pour vérifier le bien-fondé de cette affirmation paradoxale, on examinera les effets prévisibles de la décision du Conseil constitutionnel dans l'hypothèse où, saisi du problème de la conformité d'une loi au droit communautaire, il s'en tiendrait à sa solution actuelle et se déclarerait incompétent, ou au contraire accepterait de procéder au contrôle.

Première hypothèse : le Conseil constitutionnel refuse de vérifier la conformité d'une loi au droit communautaire

5. Si le Conseil constitutionnel confirme, à l'égard du droit communautaire, la décision d'incompétence qu'il vient de rendre à l'égard des traités en général, il est à prévoir que les tribunaux ordinaires se trouveront confrontés, tôt ou tard, au problème de la contrariété entre la norme communautaire et la loi postérieure (7). Le justiciable auquel on prétendra appliquer une telle loi ne manquera pas en effet, la décision du Conseil ayant attiré son attention et l'ayant averti de l'éventualité de cette contrariété, de l'invoquer devant le tribunal saisi du litige pour inviter celui-ci à écarter l'application du texte législatif. On retrouvera alors une situation qui s'est déjà présentée à deux reprises dans la jurisprudence française, et si l'on est attaché à l'intégration européenne et à la pénétration croissante de l'ordre juridique français par l'ordre juridique communautaire, on souhaitera que le juge administratif renonce à la thèse adoptée dans la célèbre affaire du Syndicat général des fabricants de semoule de France, et qu'au contraire le juge judiciaire confirme celle

(7) Si la loi contraire au traité lui est antérieure, les tribunaux appliquent le traité et tiennent la loi pour implicitement abrogée (v. par exemple : Cass. Ch. Réunies, 16 novembre 1966, Soc. Ever Ready c. Soc. des Accumulateurs fixes, J.C.P. 1968, II, 15 340). Il en va de même pour le droit communautaire : Cass. crim., 22 octobre 1970, Ramel, D. 1971.221 ; 7 janvier 1972, Guerrini, D. 1972.497 ; Cons. d'Et., 18 janvier 1974, Union des minotiers de la Champagne, Rec. 39.

qu'il a fait prévaloir dans l'affaire de la Société des Cafés Jacques Vabre. Dans son arrêt du 1^{er} mars 1968 (8), le Conseil d'Etat a écarté l'application d'un règlement communautaire au bénéfice de celle d'un texte de valeur législative intervenu postérieurement (9), tandis que la Cour d'appel de Paris, dans un arrêt du 7 juillet 1973 (10), a affirmé le principe de la primauté du droit international (donc du droit communautaire) sur le droit interne, y compris les lois postérieures. L'un des motifs est particulièrement net, dans lequel la Cour affirme « que selon l'article 55 de la constitution, les traités régulièrement ratifiés ont une autorité supérieure à celle des lois ; qu'il en résulte que les dispositions du traité de Rome priment les dispositions législatives même postérieures à ce traité, et notamment la loi du 14 décembre 1966 » (11).

6. Tout a déjà été écrit sur ce sujet, et on connaît les critiques adressées à la solution retenue par le Conseil d'Etat. Sans doute les traités ont-ils, en vertu de la constitution, une autorité supérieure à celle des lois ; sans doute n'est-ce pas, pour un tribunal, contrôler la constitutionnalité d'une loi que de vérifier sa compatibilité avec un traité. Pourtant, même s'il admet le bien-fondé de tous ces arguments, ce tribunal se trouvera dans une situation extrêmement délicate car les meilleures raisons juridiques ne sauraient faire oublier au juge le poids avec lequel pèse sur sa mission le principe de l'intangibilité de la volonté du législateur. Tout en reconnaissant l'obligation de respecter les prescriptions constitutionnelles et de faire ainsi prévaloir sur la loi le traité régulièrement ratifié et publié, il faut bien convenir que c'est là une exigence fort embarrassante et qu'un juge peut hésiter à écarter

(8) D. 1968.285 ; A.J.D.A. 1968.235, concl. Mme QUESTIAUX.

(9) Il s'agissait d'une ordonnance prise par le Président de la République en application de la loi référendaire du 13 avril 1962, qui maintenait à titre transitoire le régime douanier en vigueur avant l'accès de l'Algérie à l'indépendance, et s'opposait en conséquence à ce que les céréales provenant de ce pays fussent assujetties au prélèvement institué par le règlement n° 19 de la CEE. De telles ordonnances ont acquis valeur législative en vertu de la loi du 15 janvier 1963, votée après l'annulation par le Conseil d'Etat (19 octobre 1962, Canal), de l'ordonnance créant la Cour militaire de justice, dont l'article 50 dispose que ces ordonnances « ont et conservent force de loi à partir de leur publication ».

(10) Dir. gén. des Douanes c. Soc. des Cafés Jacques Vabre (Gaz. Pal. 1973, p. 661).

(11) Cette loi a institué une taxe intérieure de consommation et était tenue par les sociétés requérantes pour contraire à l'article 95 al. 1 du traité de Rome, qui interdit à un Etat membre d'imposer des produits provenant d'un autre Etat membre plus lourdement que les produits nationaux similaires.



conventionnel n'ont d'efficacité dans l'ordre juridique italien que si elles sont reproduites par une règle nationale. Il en résultait une véritable négation de l'applicabilité directe des règlements, qui faisaient systématiquement l'objet de mesures internes destinées à assurer leur « réception » dans le droit italien et aboutissaient du même coup à dissimuler la norme communautaire derrière une norme interne. La Cour de justice a fermement condamné cette pratique (7 février 1973, 39/72, Commission c. République italienne, Rec. 1973, p. 101 ; 10 octobre 1973, 34/73, Bariola c. Adm. des Finances italienne, Rec. 1973, p. 981), et la Cour constitutionnelle italienne, dans son arrêt précité du 18 décembre 1973, s'est rendue à ses raisons puisqu'elle affirme que les règlements « ne doivent pas... faire l'objet de mesures étatiques à caractère reproductif, complémentaire ou exécutif, susceptibles d'en modifier ou d'en conditionner de manière quelconque l'entrée en vigueur, et moins encore de s'y substituer, d'y déroger ou de les abroger même partiellement ».

10. Une autre question préalable à résoudre est celle des accords entre la Communauté et des pays tiers ou des organisations internationales. Le traité prévoit l'existence de tels accords — conventions tarifaires (art. 111), accords commerciaux (art. 113), accords d'association (art. 238) — conclus selon une procédure fixée à l'article 228 qui précise aussi leur force obligatoire puisqu'ils « lient les institutions de la Communauté et les Etats membres ». La France est donc tenue de respecter ces accords auxquels elle n'est pas elle-même partie, et une loi qui en méconnaîtrait les dispositions serait incontestablement une violation du droit communautaire. Mais quelle est la portée de cette obligation ? Comment son observation peut-elle être assurée ? Aucun mécanisme de réception dans l'ordre juridique communautaire n'est prévu, et les effets de l'intégration des accords dans les sources de la légalité communautaire ne sont apparus que progressivement. Sans doute la Cour de justice est-elle compétente pour contrôler directement la légalité des actes du Conseil et de la Commission au regard de ces accords, puisque l'article 173 du traité vise les recours pour violation de « toute règle de droit relative à son application ». Mais entrent-ils dans le champ d'application de l'article 177, qui ne vise que le traité lui-même et les actes des institutions ?

La Cour a d'abord admis, à l'occasion d'une décision sur l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.) — c'est-à-dire un accord antérieur à l'entrée en vigueur du traité — que la validité du droit dérivé pouvait « être appréciée au regard d'une disposition de droit international, lorsque cette disposition lie la Communauté et est de nature à engendrer pour ses justiciables le droit de

s'en prévaloir en justice » (12 décembre 1970, 21 à 24/72, International Fruit C^o, Rec. 1972, p. 1219), d'où il résulte qu'un accord conclu par la Communauté peut être invoqué dans la procédure d'appréciation de validité. Quant à son interprétation, la Cour s'est reconnue compétente pour y procéder lorsqu'elle a été saisie d'une question préjudicielle relative à l'accord d'association entre la CEE et la Grèce : « conclu par le Conseil conformément aux articles 228 et 238 du traité, ...cet accord... est un acte pris par l'une des institutions de la Communauté, au sens de l'article 177 al. 1, b), et ses dispositions forment partie intégrante, à partir de l'entrée en vigueur de celui-ci, de l'ordre juridique communautaire », de sorte que la Cour est compétente pour statuer sur son interprétation (30 avril 1974, 181/73, R. et V. Haegeman c. Etat belge, Rec. 1974, p. 449) (20). Si une juridiction nationale est saisie d'une contrariété entre une norme interne et une disposition d'un accord conclu par la Communauté avec un pays tiers ou une organisation internationale, et si un problème d'interprétation de cette disposition se pose, la Cour de justice, saisie à titre préjudiciel, peut donc procéder à l'interprétation de cette norme communautaire.

11. L'article 177 est-il applicable au Conseil constitutionnel ? Ce dernier est-il « une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne » ? On reconnaît ici une discussion doctrinale classique en droit français sur la nature du Conseil, véritable juridiction selon certains auteurs (21), organe purement politique selon d'autres (22), mais qui

(20) L'avocat général, M. J.-P. WARNER, soutenait dans ses conclusions que la Cour n'avait pas de compétence directe pour se prononcer sur l'interprétation d'un accord, et qu'elle ne pouvait le faire que lorsque cette interprétation était « importante pour décider de la validité d'un acte d'une institution de la Communauté ou de l'interprétation à donner un tel acte ».

(21) Pour M. VEDEL, « le Conseil est une juridiction... Du fait que ses décisions s'imposent à toutes les autorités juridictionnelles, on doit conclure que ces décisions ont une véritable autorité de chose jugée, ce qui est la marque même des juridictions ». (Cours de droit constitutionnel, 1960-61, p. 1064. Paris, Les Cours de droit). Dans le même sens : L. FAVOREU, Le Conseil constitutionnel, régulateur de l'activité normative des pouvoirs publics, R.D.P. 1967, p. 5 ; Concl. J. BAUDOUIN sur C.E., Ass., 12 décembre 1969, Conseil national de l'ordre des pharmaciens (A.J.D.A. 1970, p. 105).

(22) Pour M. J. LARCHE, le Conseil, « détenteur parmi d'autres d'un pouvoir d'Etat, inséré dans un processus de décision... s'y trouve associé au Président et au Gouvernement, comme au Parlement... Le Conseil constitutionnel n'est pas un juge ». (Le Conseil constitutionnel organe du pouvoir d'Etat, A.J.D.A. 1972, p. 132). M. M. DUVERGER le tient pour une sorte de « juridiction politique suprême, et souligne son ambiguïté : « son rôle est celui d'un juge, mais il est exercé dans des matières

peut être maintenant complétée par la jurisprudence communautaire. La Cour de justice a, en effet, en s'inspirant des principes généraux communs aux droits des Etats membres, énoncé cinq critères capables de qualifier un organisme comme ayant le caractère d'une juridiction au sens de l'article 177 (23) : l'origine légale, la permanence, la procédure contradictoire analogue à celle qui régit le fonctionnement des tribunaux de droit commun, la juridiction obligatoire, et l'application de la règle de droit.

Si l'on analyse la situation du Conseil constitutionnel à la lumière de cette jurisprudence, on observe qu'il remplit incontestablement quatre de ces conditions et que seul le caractère contradictoire de la procédure suivie devant lui pourrait être mis en doute, dès lors qu'on n'y rencontre pas de parties : lorsque l'une des autorités compétentes lui soumet une loi, les autres autorités ayant qualité pour le saisir doivent seulement en être avisées (24). Il serait cependant inexact de subordonner à l'existence de parties la reconnaissance de la nature juridictionnelle d'un organisme. La doctrine selon laquelle le recours pour excès de pouvoir relèverait d'un contentieux purement objectif et consisterait en un procès fait à un acte, non à une partie, n'a jamais fait douter de la nature — juridictionnelle — du Conseil d'Etat. De même, la Cour des comptes est une juridiction, bien qu'elle ne tranche pas un litige entre parties : son contrôle sur les comptes des comptables publics s'exerce automatiquement chaque année, et les comptables ne sont appelés qu'à présenter des observations (25). S'il ne tranche pas non plus un litige entre parties, le Conseil constitutionnel statue cependant sur une

« contestation » (26), entre celle des autorités qui lui a déféré une loi pour non-conformité à la constitution, et le Parlement qui a voté cette loi. Le caractère contradictoire du procès constitutionnel est d'autant moins douteux que l'on sait maintenant pour quelle raison les autres titulaires du droit de saisine doivent être avisés. Au début de la V^e République, cette obligation semblait entièrement justifiée par le retard apporté à la promulgation de la loi : « Il est utile d'aviser le Président de la République et le Premier ministre pour empêcher que la promulgation n'intervienne malgré la saisine du Conseil. Si le Conseil est saisi par l'une ou l'autre de ces autorités, il convient d'aviser les Présidents des Assemblées pour justifier l'absence de promulgation » (27). On pouvait donc légitimement penser que les autorités ainsi averties n'avaient pas à présenter d'observations écrites (28), alors qu'il apparaît aujourd'hui qu'une pratique s'est instaurée devant le Conseil, dans le silence des textes, selon laquelle elles ont cette faculté (29). Sans doute ne s'agit-il que d'observations, et non de conclusions véritables, mais cela suffit, nous semble-t-il, pour admettre que le caractère contradictoire n'est pas absent de la procédure devant le Conseil, et que présentant les cinq critères définis par la Cour de justice, il est bien une juridiction nationale au sens de l'article 177.

12. Reste le point de savoir s'il est tenu de renvoyer à la Cour de justice, ou si ce renvoi est seulement facultatif. Le problème semble devoir être facilement résolu par la double référence à l'article 62 de la constitution, aux termes duquel « les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours », et à l'article 177 du traité, qui n'établit d'autre distinction qu'entre les juridictions « dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne » et les autres,

politiques et plus encore dans des buts politiques ». (Institutions politiques et droit constitutionnel, P.U.F., 12^e édition, 1971, t. 2, p. 316), de même qu'A. HAURIOU (« ses attributions présentent, pour l'essentiel, un caractère juridictionnel, mais par le mode de désignation de ses membres et par sa composition de fait, il a un caractère politique marqué ». Droit constitutionnel et Institutions politiques, Ed. Montchrestien, 5^e édition, 1972, p. 931).

(23) C.J.C.E., 30 juin 1966, 61/65, Vve Vaasen-Göbbels, Rec 1966, p. 377 ; v. J. BOULOUIS et R.-M. CHEVALLIER, op. cit., p. 115 et s.

(24) L'autorité qui saisissait le Conseil devait auparavant s'en charger. C'est le Conseil lui-même, depuis la loi organique du 26 décembre 1974, qui « avise immédiatement le Président de la République, le Premier ministre et les Présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat. Ces derniers en informent les membres des Assemblées ».

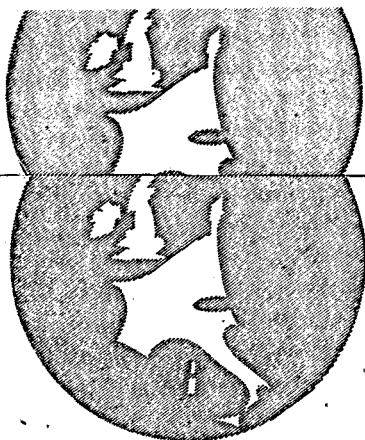
(25) « Il demeure des hypothèses dans lesquelles le juge intervient en l'absence d'une opposition de prétentions : il en va ainsi dans le contentieux des comptes publics » (J.-M. AUBY et R. DRAGO, Traité de contentieux administratif, t. 1, p. 4).

(26) « On peut considérer qu'il y a contestation dès qu'une prétention émise se heurte à une certaine résistance ou opposition ; et cela sans qu'il soit nécessaire que la partie opposante vienne devant le juge en qualité de partie au procès pour affirmer et soutenir sa propre prétention » (BONNARD, Le contrôle juridictionnel de l'Administration, 1934, p. 22) ; cité par AUBY et DRAGO, op. cit., t. 1, p. 3). V. également l'opinion de M. J. FOYER, pour qui le Conseil est bien « de nature juridictionnelle puisqu'il s'agit de trancher une contestation en confrontant une certaine situation à une légalité supérieure » (J.O., Débats Ass. nat., séance du 8 octobre 1974, p. 4 866).

(27) M. BYE, Le Conseil constitutionnel. Notes et études documentaires, n° 2 755, p. 8.

(28) L. FAVOREU, op. cit., p. 105.

(29) C. FRANCK, le nouveau régime des saisines du Conseil constitutionnel, J.C.P., 1975, I. 2678. V. notamment la décision n° 68-35 du 30 janvier 1968 (Rec. 19), le Conseil ayant été saisi par le Premier ministre, dont les visas mentionnent « les observations présentées par le Président du Sénat dans sa lettre... ».



(supra, n° 7), qui provoquerait ici des inconvénients encore plus graves. Comment la République française, en effet, pourrait-elle se conformer à l'avis motivé de la Commission et à l'arrêt que rendrait la Cour de justice en application de l'article 171 ? La loi promulguée est définitivement intégrée à l'ordre juridique français, et seule son abrogation — par une autre loi — pourrait faire cesser ses effets. Le Gouvernement devrait ainsi déposer un projet de loi — que les deux assemblées devraient voter — comportant un article unique selon lequel la loi précédemment promulguée est abrogée. La Cour de justice rendra ensuite, sur la base de l'article 177, son arrêt en interprétation de la disposition communautaire ayant fait l'objet de la question posée par le Conseil constitutionnel, qui pourra enfin statuer et dire si la loi en question est ou non contraire à cette disposition, et par là à la constitution. Dans la négative, le chef de l'Etat promulguera la loi, soit exactement le même texte que celui déjà promulgué quelque temps auparavant et abrogé depuis...

Si la procédure de manquement d'Etat n'est pas mise en œuvre, la Cour de justice rendra-t-elle tout de même son arrêt en interprétation, bien que la loi ait été promulguée ? Un rapprochement est possible avec la jurisprudence de la Cour relative aux incidences du droit processuel de chaque Etat membre sur le jugement d'un renvoi dont elle est saisie : si la décision de renvoi de la juridiction nationale est frappée d'un recours de droit interne et que le résultat du recours a pour effet de réformer ou de mettre à néant cette décision, la Cour constate que la procédure préjudicielle engagée devant elle est devenue sans objet et en prononce la clôture (37). Il semble cependant que cette solution ne soit pas transposable tant les deux opérations dont il s'agit sont fondamentalement distinctes : l'arrêt en interprétation intéresse l'ordre juridique communautaire, la promulgation de la loi, l'ordre juridique français. En outre, il demeure utile, pour une application homogène du droit communautaire par les Etats membres, que la Cour fasse connaître son interprétation de la norme communautaire qui lui a été renvoyée, même si la France n'a pas attendu d'en être informée. C'est d'ailleurs cette solution qu'elle retient lorsque, dans le cadre de la procédure en manquement, l'Etat en cause a, postérieurement à l'introduction du recours, pris les mesures nécessaires pour mettre fin à l'infraction, car « la Commission ne saurait être privée du droit d'obtenir de la Cour qu'elle se prononce sur le manquement aux obligations découlant du traité... et conserve un intérêt à voir trancher en droit la ques-

tion de savoir si le manquement a été commis » (38). On peut donc admettre que même si le Président de la République promulgue la loi à l'expiration du délai d'un mois, la Cour de justice doit néanmoins rendre son arrêt en interprétation. En revanche, le Conseil constitutionnel se trouve quant à lui, dessaisi par la promulgation et ne pourra plus statuer au fond lorsque la Cour aura fait connaître son interprétation, sous peine de se prononcer sur la conformité à la constitution d'une loi déjà promulguée. L'arrêt de la Cour restera donc sans effet dans l'ordre interne, puisqu'aucune autorité nationale n'est compétente pour en tirer les conséquences sur la conformité de la loi à la norme interprétée.

15. Pour sortir de ces difficultés, une révision de la constitution est nécessaire, afin de compléter le troisième alinéa de l'article 61 de la façon suivante : « le délai est suspendu lorsque le Conseil constitutionnel saisit la Cour de justice des Communautés européennes en application de l'article 177 du traité instituant la CEE ou de l'article 150 du traité instituant la CEEA ». Cela n'aurait rien d'anormal : les Pays-Bas ont modifié leur constitution nationale dans un sens communautaire, et la constitution de 1958 aurait très bien pu l'être si le Conseil constitutionnel, en 1970, avait déclaré contraire à la constitution une clause du traité de Luxembourg ou de la décision du Conseil du 21 avril, l'article 54 subordonnant l'autorisation parlementaire de ratifier ou d'approuver un tel engagement international à une révision de la constitution. Celle-ci est d'autant plus souhaitable qu'elle condamnerait du même coup l'interprétation restrictive adoptée dans la décision du 15 janvier 1975 : en envisageant explicitement le mécanisme du renvoi préjudiciel, elle affirmerait que le contrôle de la constitutionnalité des lois comprend celui de sa conformité au droit communautaire, et par là, aux traités internationaux en général.

Il est cependant peu vraisemblable, pour des raisons politiques, qu'une telle révision soit opérée. D'abord parce qu'elle reviendrait à élargir les compétences du Conseil constitutionnel, par rapport non pas à la constitution mais du moins à l'interprétation que le Conseil lui-même en donne, et il n'est pas certain, dès lors que poindrait la perspective d'un « gouvernement des juges », que la conjoncture politique soit favorable à cette extension. Le Conseil a montré à plusieurs reprises, depuis 1971, qu'il entendait exercer un contrôle vigilant et censurer une loi non plus seulement pour méconnaissance des règles de répartition des compétences, mais aussi pour violation de règles

(37) Ordonnance de la C.J.C.E. du 16 juin 1970, 31/68, S. A. Chanel c. Cepeha, Rec. 1970, p. 403.

(38) C.J.C.E., 19 décembre 1961, 7/61, Commission c. Gouvernement de la Rép. italienne, Rec. 1961, p. 633.

de fond de la constitution (39), et on peut douter que les parlementaires soient disposés à consacrer une nouvelle augmentation de ses compétences (40). La révision renforcerait aussi l'autorité d'une autre instance juridictionnelle, et qui plus est une juridiction communautaire, puisqu'elle institutionnaliserait, en organisant le renvoi préjudiciel, l'impact de la Cour de justice sur l'ordre juridique français.

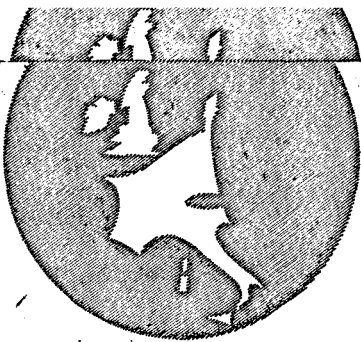
(39) Décisions du 16 juillet 1971, sur la liberté d'association (A.J.D.A. 1971, p. 537, note J. RIVERO), du 28 novembre 1973, sur l'édiction de peines de prison par décret (A.J.D.A., 1974, p. 229, note J. RIVERO) ; du 27 décembre 1973, sur l'aménagement de la taxation d'office et l'égalité des citoyens (A.J.D.A., 1974, p. 236, note P.-M. GAUDEMET).

(40) En octobre 1974, le projet de révision présenté par le Gouvernement comportait, outre l'élargissement de la saisine aux parlementaires, le droit pour le Conseil de se saisir lui-même en cas d'« atteinte aux libertés publiques garanties par la constitution ». La commission des lois de l'Assemblée nationale, puis l'Assemblée elle-même, refusèrent de lui reconnaître ce droit, et la disposition en question ne fut pas soumise au Congrès.

La Cour ne mérite certainement pas l'accusation d'avoir imposé un « gouvernement des juges » à l'Europe (41), mais en dépit de la pénétration croissante des droits internes par le droit communautaire, on peut prédire un accueil sans empressement à une proposition qui pourrait permettre au juge européen — indirectement, par son interprétation — de contraindre le juge constitutionnel français à empêcher la promulgation d'une loi.

16. Regrettons que le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 15 janvier 1975, se soit déclaré incompétent pour contrôler la conformité d'une loi à un traité. Mais s'il venait à adopter, à l'égard du droit communautaire, la solution inverse, au-devant de quels obstacles n'irait-il pas ? Les difficultés qui en naîtraient paraissent, pour le moment, insurmontables. Faut-il vraiment souhaiter qu'il réponde à nos vœux ?

(41) J.-P. COLIN, *Le gouvernement des juges dans les Communautés européennes*. Paris, 1966.



tauration d'un dialogue avec l'autorité investie du pouvoir de décision (7).

C) LES ARTICLES 90 ET 91 DU STATUT DES FONCTIONNAIRES

L'article 91 du statut des fonctionnaires des Communautés européennes (8) confère, conformément à l'article 179 du traité CEE (9), compétence à la Cour de justice « pour statuer sur tout litige entre les Communautés et l'une des personnes visées au (présent) statut et portant sur la légalité d'un acte faisant grief à cette personne au sens de l'article 90, paragraphe 2... ».

Ce recours juridictionnel n'est recevable que si, au préalable, le requérant a adressé à l'autorité administrative une réclamation qui a fait l'objet d'une décision explicite ou implicite, par expiration des délais de réponse, de rejet.

Les syndicats de fonctionnaires peuvent-ils se prévaloir de cette disposition pour agir devant la Cour de justice ? En d'autres termes, ces syndicats constituent-ils une des catégories de « personnes visées au statut » ?

La Cour de justice a toujours veillé à étendre le plus possible la garantie juridictionnelle accordée aux fonctionnaires et agents des Communautés européennes en leur ouvrant largement l'accès à son prétoire. Des exemples de cette volonté peuvent être trouvés dans sa jurisprudence. Ainsi, dans l'affaire *Vandevyvere* (10), la Cour a admis, en mettant en relation les articles 27 et 91 du statut des fonctionnaires, la recevabilité des recours introduits par les candidats aux concours généraux, même externes aux Communautés, c'est-à-dire par des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaires, mais ayant postulé à un concours en vue d'acquiescer cette qualité (11). Dans l'affaire *Schmitz*, épouse

Wollast (12), la Cour a reçu la requête d'un agent auxiliaire dont le contrat n'avait pas été renouvelé (13). Enfin, la Cour a admis la recevabilité de recours collectifs, à condition que les demandeurs justifient d'un intérêt commun, c'est-à-dire que leurs conclusions « ne visent que des actes d'un contenu identique ou des actes les concernant également » (14).

En revanche, suivant les conclusions de l'avocat général Lagrange, la Cour a rejeté, dans l'affaire *Lassalle*, le recours en intervention introduit par le Comité du personnel, non seulement parce que celui-ci, dépourvu de la personnalité juridique, n'avait pas qualité pour agir devant la Cour, mais parce qu'« aucun texte ne peut être invoqué en ce sens, l'article 91 du statut, en particulier, ne visant de toute évidence que le recours des agents » (15). Le fait qu'un organe soit explicitement cité dans le statut des fonctionnaires, comme c'est le cas pour le Comité du personnel dont l'existence et le rôle sont précisés à l'article 9, ne constitue donc pas une condition suffisante pour que cet organe puisse être considéré comme une personne au sens des articles 90 et 91. Par analogie, le même raisonnement vaut pour les organisations syndicales ou professionnelles de fonctionnaires européens mentionnés à l'article 24 bis du statut.

Mais, il y a plus. Par sa nature même, le titre VII organisant les voies de recours ouvertes aux personnes visées par le statut, ne peut, comme le rappellent les arrêts commentés, s'appliquer qu'aux fonctionnaires et aux personnes physiques dont la revendication se fonde sur une disposition du statut. La première version de l'article 90 du statut n'ouvrait d'ailleurs le recours administratif qu'aux seuls fonctionnaires. Si le règlement n° 1473/72 (16) a introduit l'expression « toute personne visée au (présent) statut », c'est pour y inclure tous ceux qui n'avaient pas encore ou qui n'avaient plus la qualité de fonctionnaire, sans pour autant permettre à des

(7) Voy. V. Silveira, *La fonction publique et ses problèmes actuels*, Paris, éd. de l'actualité juridique, 1969, n° 151.

(8) Règlement (CEE, EURATOM, CECA) n° 259/68 du Conseil du 29 février 1968, *JOCE*, n° L 56 du 4 mars 1968.

(9) « La Cour de justice est compétente pour statuer sur tout litige entre la Communauté et ses agents dans les limites et conditions déterminées au statut ou résultant du régime applicable à ces derniers ».

(10) Aff. 27/64, *Rec.*, XI, p. 214 et suiv.

(11) Dans ses conclusions sous cette affaire, l'avocat général Gand s'est en outre prononcé pour la recevabilité des recours introduits par « les fonctionnaires qui ont été mis à la retraite ou les anciens fonctionnaires », *Rec.*, XI, pp. 219-220. Récemment, la Cour a interprété l'article 152 du traité CECA qui déclare « la Cour de justice compétente pour statuer sur tout litige entre la Communauté et ses agents » comme s'appliquant non seulement aux personnes qui ont la qualité de fonctionnaires ou d'agents autres que locaux, mais aussi à celles qui revendiquent ces qualités (arrêt du 11 mars 1975, aff. 65/74, *Porini e. a. c. CEEA*, non encore publié).

(12) Aff. 18/63, *Rec.*, X, p. 187 et suiv.

(13) Le titre VII du statut des fonctionnaires, comprenant les articles 90 et 91, est applicable par analogie aux agents des Communautés (agents temporaires, auxiliaires, conseillers spéciaux et agents d'établissement du CCRN) et confère donc compétence exclusive à la Cour de justice, à l'exclusion des agents locaux dont les litiges avec l'institution sont soumis à la juridiction compétente en vertu de la législation en vigueur au lieu où l'agent exerce ses fonctions.

(14) Aff. jtes 18 et 19/64, *Alvino e. a. c. Commission des Communautés européennes*, *Rec.*, XI, p. 971 et suiv. Voy. aussi, récemment, aff. jtes 15 à 33, 52, 53, 57 à 109, 116, 117, 123, 132 et 135 à 137/73, *R. Kortner épouse Schots e. a. c. Conseil et Commission des Communautés européennes et Parlement Européen*, *Rec.*, 1974, p. 177 et suiv.

(15) Ordonnance du 14 novembre 1963, dans l'affaire 15/63, *Lassalle c. Parlement européen*, *Rec.*, X, p. 108 et suiv.

(16) *J.O.*, n° L 160 du 16 juillet 1972, p. 1.

associations de se substituer aux fonctionnaires dans la défense de leurs intérêts individuels.

Les articles 90 et 91 du statut doivent être interprétés l'un à la lumière de l'autre. Ils forment un tout indissociable dans les termes et dans l'esprit. Ils organisent dans un statut réglant les éléments de carrière des fonctionnaires, les garanties de recours dont ceux-ci peuvent, à titre individuel, se prévaloir. Comment concilier une autre interprétation faisant place à des recours fondés sur un intérêt collectif ou général, avec des expressions telles que « autorité investie du pouvoir de nomination », « demande l'invitant à prendre à son égard une décision », ou encore « réclamation dirigée contre un acte lui faisant grief », figurant à l'article 90 du statut ?

D'autre part, la procédure de l'article 90 exige que la demande et la réclamation soient introduites par la voie hiérarchique ou, si elles concernent le supérieur hiérarchique direct du fonctionnaire, qu'elles soient présentées directement à l'autorité immédiatement supérieure. On voit mal comment un recours introduit par une organisation syndicale ou professionnelle de fonctionnaires pourrait être conforme à une telle procédure.

Mais ne peut-on imaginer que des fonctionnaires donnent mandat exprès à leur syndicat pour les représenter en justice et se substituer à eux dans la défense de leurs intérêts individuels sur base des articles 90 et 91 du statut ? Cette hypothèse a été imaginée par l'avocat général Trabucchi dans ses conclusions sous l'affaire 18/74. Celui-ci considère que dans un tel cas, c'est-à-dire quand un syndicat ou une organisation professionnelle dispose d'un mandat spécial des particuliers intéressés pour les représenter en justice, « rien ne s'opposerait à ce qu'un pouvoir de substitution dans le procès lui (leur) soit chaque fois attribué ». Pour l'avocat général, cette solution serait même pratiquement utile « au cas où les diverses personnes habilitées à agir en justice seraient nombreuses ».

Nous partageons ce point de vue, mais nous pensons qu'il ne peut recevoir d'application pratique dans l'état actuel des choses. En effet, malgré la volonté de la Cour d'assurer toute protection juridictionnelle possible, aucun texte, notamment les articles 90 et 91, n'autorise une telle interprétation. Pareil mandat judiciaire serait contraire à la règle « nul ne plaide par procureur ». Il devrait donc, pour pouvoir être invoqué, être prévu et réglementé par un texte précis (17). Un tel texte pourrait, au

(17) Une disposition législative est nécessaire tant pour accorder expressément aux syndicats le droit de se prévaloir d'un mandat judiciaire que pour déterminer les cas, d'ailleurs exceptionnels, où les syndicats peuvent agir spontanément et sans mandat à la place de certains de leurs membres inactifs : voy. J. M. Verdier, Les syndicats, in *Traité du droit du travail*, t. 5, Paris, Dalloz, 1966, p. 396 et suiv.

plan communautaire, trouver son fondement juridique dans l'article 179 du traité CEE (18). La Cour rappelle d'ailleurs, très justement dans les deux arrêts annotés (19), que « si l'article 179 peut servir de base à l'organisation du règlement judiciaire des litiges non seulement individuels, mais collectifs entre la Communauté et ses agents, il n'en reste pas moins que la procédure de réclamation et de recours instituée par les articles 90 et 91 du statut est conçue exclusivement en vue de litiges individuels ».

Toute réglementation permettant aux fonctionnaires de confier, par mandat exprès, la défense de leurs intérêts individuels à un représentant syndical serait, à notre avis, conforme à l'importance croissante jouée par ces organisations dans la vie sociale contemporaine. Elle permettrait, en outre, d'assurer plus efficacement la défense des fonctionnaires qui, par crainte de leurs supérieurs, hésiteraient à former eux-mêmes un recours. En revanche, deux tendances doivent être soigneusement évitées. D'une part, en aucun cas, les syndicats ne peuvent substituer leur action à celle des individus. L'action populaire est interdite. D'autre part, il faut veiller à ce que les syndicats, en raison de l'émulation qui peut les animer (20), n'encombrent le prétoire par des recours abusifs.

D) L'ARTICLE 173, ALINÉA 2 DU TRAITÉ CEE

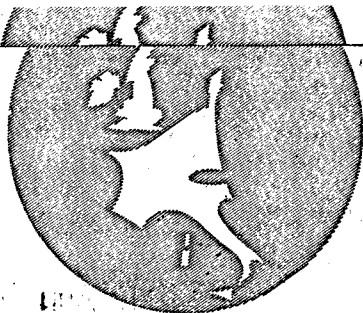
Les organisations syndicales et professionnelles peuvent agir en annulation, sur base de l'article 173, al. 2 du traité CEE, contre les décisions dont elles sont les destinataires et contre les décisions qui, bien que prises sous l'apparence d'un règlement, ou adressées à une autre personne, les concernent directement et individuellement.

S'il s'agit d'un règlement, elles doivent donc au préalable, démontrer que celui-ci, ou certaines de ses dispositions, n'a pas de véritable portée générale, mais les concerne d'une manière directe et individuelle. En revanche, elles ne peuvent requérir l'annulation d'un règlement concernant le statut du personnel car, dans un tel cas, ce règlement de

(18) Voy. *supra*, note (9).

(19) Attendu n° 19 de l'affaire 175/73 et attendu n° 15 de l'affaire 18/74.

(20) Il y a, en effet, trois organisations syndicales ou professionnelles qui ont été, fait remarquable dans la vie administrative internationale, officiellement reconnues par la Commission dans l'accord du 20 septembre 1974, cité *supra*. Ces organisations sont, à Bruxelles : la Fédération de la Fonction Publique Européenne (F.F.P.E.), le Syndicat des Fonctionnaires Internationaux et Européens (S.F.I.E.), et l'Union Syndicale-Service Public Européen - Bruxelles (U.S.E.I.). Il faut y ajouter l'Union Syndicale Euratom-Ispira (U.S.E.I.), l'Union Syndicale Euratom, Karlsruhe (U.S.E.K.) et l'Union Syndicale Euratom, Petten, (U.E.S.P.).



un de ses membres exige donc uniquement, la capacité d'ester en justice de cette organisation une fois reconnue, de justifier d'un intérêt à la solution du litige. Nous avons soutenu, dans une étude précédente, que cet intérêt, lorsqu'il s'agit d'une personne privée pouvant agir par voie principale devant la Cour, devait revêtir les mêmes conditions que celles nécessaires à l'action principale. Ceci, afin d'éviter que par le biais de l'intervention qui n'est qu'une voie de recours incidente, des particuliers parviennent à obtenir de la Cour des décisions qu'ils n'auraient pas pu susciter par la voie du recours principal (29). Dans le cas d'un syndicat, la situation est différente. La voie de l'intervention doit lui être plus largement ouverte, car défenseur d'un intérêt collectif, il doit être admis à intervenir chaque fois qu'à propos d'un litige individuel opposant une institution communautaire à un fonctionnaire, une question relative à l'application du statut ou d'une règle applicable à la fonction publique est en cause (30, 31).

F) AUTRES VOIES DE RECOURS POSSIBLES

Etant des personnes morales placées sous la juridiction communautaire, les organisations syndicales et professionnelles peuvent désormais se prévaloir, non seulement des recours ci-dessus énumérés, mais de tous ceux pour lesquels ces organisations remplissent les conditions de recevabilité requises.

a) L'article 175 du traité CEE.

Cet article, on le sait, organise le régime juridique du recours en carence. Il autorise notamment toute personne physique ou morale à saisir la Cour de justice pour faire grief, après l'avoir invitée à agir, à l'une des institutions de la Communauté d'avoir manqué de lui adresser un acte autre qu'une recommandation ou un avis.

Un syndicat de fonctionnaires peut-il agir devant la Cour en se basant sur cette disposition ? Et si oui, pour quelle sorte d'actes ?

(29) Voy. *Revue trimestrielle de droit européen*, 1969, p. 17-18.

(30) En ce sens, voy. la récente décision de la Cour de justice dans l'affaire 72/74 (arrêt du 18 mars 1975, inédit) où la Cour souligne le droit des organisations syndicales représentatives du personnel de faire valoir leur point de vue au moyen de l'intervention « dans le cadre des procédures visées par l'article 179 du traité et organisées par les articles 90 et 91 du statut des fonctionnaires », tout en les ayant déclarées irrecevables, dans la même affaire, à agir sur base de l'article 173, al. 2 du traité CEE.

(31) Devant le Conseil d'Etat de France on admet même qu'un simple intérêt de prestige ou doctrinal est suffisant : voy. la jurisprudence citée par R. Odent, in *Contentieux administratif*, Paris, *Les cours de Droit*, 1965-66, t. IV, p. 1072.

Une première difficulté réside dans le fait que l'abstention d'agir de l'institution en cause doit consister en « une violation du présent traité ». Doit-il s'agir de la violation d'une disposition du traité ou de tout acte obligatoire légalement pris en application du traité ? Cette dernière solution doit prévaloir. Le traité CEE se réfère, en effet, lui-même expressément (32) au statut des fonctionnaires et considère celui-ci comme la source légale des règles applicables à la fonction publique européenne. De la sorte, il confère au statut un caractère obligatoire équivalent au sien, mais dans le domaine spécifique de la fonction publique. Ce qui permet d'affirmer que si le statut oblige une institution à agir, et que celle-ci s'en abstient, cette attitude peut, après invitation à agir, constituer une carence visée par l'article 175.

Mais un syndicat possède-t-il ce droit d'action ? Certainement, à notre avis, au cas où en violation d'une disposition obligatoire, une institution communautaire manque de lui adresser une décision. Ceci est encore hypothétique, mais pourrait un jour exister suite au développement des relations professionnelles au sein des Communautés. En revanche, la question de savoir si une telle organisation peut recourir en carence contre une institution sur le motif que celle-ci a manqué de prendre un acte qui ne devait pas lui être adressé est plus délicate. Une telle possibilité ne serait pas, à notre avis, conforme à la lettre du traité qui utilise l'expression « manqué de lui adresser ». La Cour de justice ne s'est pas encore prononcée sur ces termes, mais deux de ses avocats généraux leur ont donné une interprétation étroite et rigoureuse : l'acte demandé à l'institution doit être adressé au requérant lui-même (33). Toutefois, l'avocat général Roemer, dans un article, est quelque peu revenu sur cette première interprétation en considérant qu'il ne faut pas tenir compte uniquement du destinataire de l'acte, mais aussi, des intérêts matériels que cet acte aurait affectés (34).

Quant à nous, nous pensons, comme M. Waelbroeck, que, en raison du parallélisme qui existe entre le recours en annulation et le recours en carence, « peut faire l'objet d'un recours en carence tout acte qui aurait affecté » de façon spéciale, la situation juridique du demandeur, même s'il aurait dû être adressé à titre principal à un tiers

(32) Voy. les articles 179, 212 (abrogé par l'article 24 du traité de Bruxelles du 8 avril 1965) et 246, par. 3 du traité CEE.

(33) Conclusions de M. Roemer, in aff. 106/63, *Rhenania, Rec.*, X, p. 839 et suiv. ; conclusions de M. Gand, in aff. 57/65, *Lütticke, Rec.*, XII, p. 27 et suiv.

(34) K. ROEMER, *Die Untätigkeitsklage im Recht der Europäischen Gemeinschaften, Soziale Economische Wettbewerbs*, 1966, p. 1 et suiv.

(35). Encore faudra-t-il pour qu'un syndicat soit recevable, dans tel cas, que l'acte demandé, bien qu'adressé à un tiers, le concerne directement et individuellement, conformément aux exigences de l'article 173, al. 2 du traité CEE.

Pour cette raison, nous concluerons à l'irrecevabilité d'un recours en carence introduit par une organisation syndicale ou professionnelle de fonctionnaires contre le défaut d'une institution de prendre un règlement concernant l'application du statut de la fonction publique. Nous nous trouvons devant la même situation que celle exposée plus haut à propos du recours en annulation (37). Il n'est pas possible d'aller à l'encontre du texte du traité. Ce qui est dommage, car des cas pratiques pourraient se présenter, qui ne recevraient pas de solution satisfaisante. On pense à l'intérêt dont pourrait notamment se prévaloir un syndicat du fait que le Conseil s'abstient de fixer, comme le prévoit l'article 64 du statut, le coefficient correcteur appliqué aux rémunérations des fonctionnaires ou de ne pas procéder annuellement à l'examen du niveau des rémunérations des fonctionnaires selon les termes de l'article 65 du même statut. Dans l'état actuel des textes, et tant qu'on appliquera telles quelles les dispositions du traité relatives aux voies de recours aux organisations syndicales et professionnelles, celles-ci ne seront pas admises à recourir devant la Cour pour réclamer l'annulation ou obliger une institution de prendre un règlement intéressant le statut du personnel.

b) L'article 215, al. 2 du traité CEE.

Cet article dispose, en son deuxième alinéa, qu'en matière de responsabilité non contractuelle, « la Communauté doit réparer, conformément aux principes généraux communs aux droits des Etats membres, les dommages causés par ses institutions ou par les agents dans l'exercice de leurs fonctions ». L'article 178 du traité CEE confère compétence à la Cour de justice pour connaître de ces litiges.

La seule qualité pour agir, outre la capacité d'ester en justice, est d'avoir subi un dommage du fait d'un acte d'une institution, ou également, pensons-nous, du fait qu'une institution a manqué de prendre un acte quand une règle de droit l'obligeait à agir

(38). La formulation de l'article 215, al. 2 du traité CEE qui ne fait pas référence à la notion d'acte pour entraîner la responsabilité extracontractuelle, paraît autoriser cette interprétation. On peut imaginer de la sorte qu'un syndicat de fonctionnaires puisse réclamer à la Communauté, au nom de l'intérêt collectif qu'il défend, réparation du préjudice qui pourrait résulter du comportement illégal, positif ou négatif, d'une institution à l'égard de l'ensemble des fonctionnaires, ou d'une catégorie importante d'entre eux. Ceci, bien entendu, à condition de prouver la réalité du dommage, l'existence d'un lien de causalité entre le préjudice invoqué et le comportement (39). Conformément à la jurisprudence de la Cour de justice d'abord établie en matière de fonction publique (40), ce recours en indemnité ne doit pas être soumis à l'annulation préalable de l'acte ou de la constatation de la carence. Il peut, bien entendu, se cumuler avec l'une de ces deux actions.

Mais comment prouver que c'est bien le syndicat lui-même qui a subi le dommage ? Là réside en effet le nœud du problème (41). C'est pourquoi, à notre avis, une réponse générale ne peut être apportée à cette question. Chaque cas doit être examiné séparément. Il faut en tout cas éviter l'action populaire.

Les Communautés européennes peuvent être tenues pour responsables non seulement du fait des dommages causés par leurs institutions, mais aussi de ceux causés par leurs agents dans l'exercice de leurs fonctions. Peuvent-elles également répondre des dommages résultant de l'action légitime des syndicats de fonctionnaires ? Un parallélisme doit être établi avec la responsabilité extracontractuelle du fait des agents. Dans l'affaire 9/69, la Cour de justice a décidé que « la Communauté n'est responsable que de ceux des actes de ses agents qui, en vertu d'un rapport interne et direct, concernent le prolongement nécessaire des missions confiées

(35) M. WAELBROECK, Examen de jurisprudence (1955 à 1971 - Communautés européennes), *Revue critique de jurisprudence belge*, 1972, p. 551.

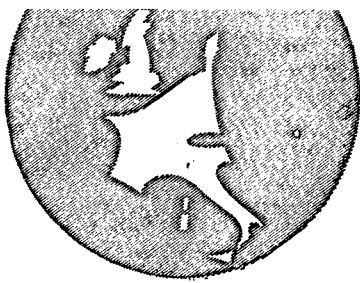
(36) En ce sens, voy. récemment aff. 134/73, *Holtz et Willemsen GmbH c. Conseil des C.E.*, *Rec.*, 1974, p. 1 et suiv. et conclusions Reischl.

(37) Voy. à ce sujet, *supra*, litt. D.

(38) Voy. aff. jtes 9 et 12/60, *Vloeberghs*, *Rec.* VII, p. 33 et suiv. Cet arrêt a toutefois été rendu en application de l'article 40 du traité CECA, assez différent de l'article 215, al. 2 du traité CEE. Pour le traité CEE, voy. dans le même sens, aff. 4/69, *Société A. Lütticke GmbH c. Commission des Communautés européennes*, *Rec.*, XVII, p. 325 et suiv.; note L. GOFFIN et M. MAHIEU, *Cahiers de droit européen*, 1972, p. 59 et suiv., surtout p. 70-76.

(39) Cf. aff. 4/69, *loc. cit.*, *Rec.*, XVII, p. 325 et suiv., surtout p. 337 et 338.

(40) Voy. notamment, aff. 4/69, *loc. cit.*; aff. 5/71, *Zuckerfabrik Schöppenstedt c. Conseil*, *Rec.* XVII, p. 975; aff. jtes 9 et 11/71, *Compagnie d'approvisionnement de transport et de crédit c. Commission*, *Rec.* XVIII, p. 391; aff. 43/72, *Merkur c. Commission*, *Rec.*, 1973, p. 1055; aff. 153/73, *Moltz et Willemsen GmbH c. Conseil et Commission*, *Rec.*, 1974, p. 675. En matière de fonction publique, voy. plus spécialement, aff. 59/65, *Schreckenbergh*, *Rec.*, XII, p. 785, et aff. 4/67, *Collignon*, *Rec.*, XIII, p. 469.



aux institutions » (41). Il faudrait, dès lors, que l'action du syndicat, pour entraîner la responsabilité de la Communauté, apparaisse comme directement liée à l'exécution de leurs missions par les institutions. Or, telle n'est pas précisément la mission des syndicats. Au contraire, l'action syndicale implique nécessairement des oppositions entre la puissance publique et son personnel. Pour cette raison, nous pensons que la responsabilité des syndicats du fait de leur action leur reste personnelle et qu'en principe, elle ne peut être endossée par la Communauté en vertu de l'article 215, al. 2 du traité CEE (42).

c) L'article 215, al. 1 du traité CEE.

Le développement des relations professionnelles au sein des institutions communautaires peut donner progressivement naissance à des accords visant à réglementer ces relations. Un premier exemple de cette évolution est donné par l'accord conclu le 20 septembre 1974 entre la Commission et les organisations syndicales et professionnelles de fonctionnaires (43). Cet accord, comme tout autre acte obligatoire, confère à chaque partie le droit d'obliger, en recourant éventuellement à la justice, l'autre partie à exécuter ses obligations. Ainsi, les organisations syndicales et professionnelles pourraient traduire la Commission en exécution de ses obligations contractuelles, et celle-ci pourrait faire de même à leur égard.

Dans un tel cas, quelle serait la juridiction compétente ? Ledit accord, en effet, ne comporte aucune indication à ce sujet. De prime abord, il semblerait normal de reconnaître la compétence de la Cour de justice, car l'accord en question se situe, tant en raison des parties que de son contenu, dans la sphère d'action administrative interne de la Communauté. Un certain nombre d'obstacles s'opposent pourtant, à notre avis, à l'attribution de compétence à la Cour. D'abord, les institutions communautaires, en vertu de l'article 4, par. 1 in fine du

traité CEE, ne sont compétentes qu'en vertu d'une disposition expresse. D'autre part, l'accord en cause résulte d'un échange de volontés entre personnes morales distinctes ; il ne constitue pas un acte unilatéral communautaire dont la Cour de justice assure, en vertu du traité, le contrôle ; sa violation par une des parties soulève le problème de la responsabilité contractuelle. Or, celle-ci, à l'opposé de la responsabilité extracontractuelle qui, ainsi que le prévoit l'article 178 du traité CEE, relève de la compétence de la Cour de justice, est soumise au régime de la loi applicable au contrat en cause (44) et, sauf clause compromissoire contraire, à la juridiction des tribunaux nationaux (45).

Cette solution qui, à notre avis, s'impose en vertu des règles de compétence, ne nous paraît pas la plus judicieuse, car elle rompt le principe de l'unicité de compétence de la Cour de justice dans un domaine qui pourrait, en vertu de l'article 181, lui être attribué. Il nous semble dès lors souhaitable qu'au plus tôt une réglementation soit établie pour conférer à la Cour compétence pour le règlement judiciaire de litiges collectifs (46). Comme l'accord sur les relations professionnelles est la conséquence de l'exécution de l'article 24 bis dans le statut des fonctionnaires reconnaissant à ceux-ci le droit d'association et le droit syndical, l'attribution à la Cour du pouvoir d'assurer la garantie juridictionnelle de cet accord nous paraît constituer la suite logique que réclame l'exécution de cet accord.

G) CONCLUSION

Il ne suffit pas de reconnaître aux organisations syndicales et professionnelles la capacité d'ester en justice. Encore faut-il que cette reconnaissance leur permette d'assurer effectivement les droits et d'intenter les actions qui sont, au plan du droit, le prolongement naturel de leur objet social.

Or, nous l'avons vu, tel n'est pas le cas. Il n'est pas normal que, notamment, ces organisations soient privées du droit d'agir en annulation contre

(41) Sayag, *Rec.*, XV, p. 329 et suiv.

(42) En ce sens, voy. l'aff. 72/74 (non encore publiée) où la Cour rejette une telle demande en indemnité au motif qu'« en tant qu'il tendrait à une indemnisation constituant la réparation d'un préjudice subi par les fonctionnaires et agents, (ce recours) concernerait les intérêts primordiaux personnels desdits fonctionnaires et agents et non un droit collectif à réparation... ».

(43) On trouvera le texte de cet accord dans le *Courrier du Personnel*, n° 345 du 27 septembre 1974. Essentiellement, cet accord reconnaît officiellement les organisations syndicales et professionnelles, prévoit une procédure de concertation, établit les conditions d'exercice des droits syndicaux, répartit les compétences entre le Comité du personnel et ses sections locales et les organisations syndicales et professionnelles, et précise les moyens matériels mis à leur disposition. Il comporte en outre une annexe contenant les dispositions applicables en cas d'arrêts du travail.

(44) Article 215, par. 1 du traité CEE.

(45) Article 181 du traité CEE.

(46) L'article 179 du traité CEE pourrait peut-être constituer la base juridique d'une telle réglementation. En effet, dans les deux arrêts annotés, la Cour de justice a relevé que l'article 179 qui lui confère compétence pour statuer sur tout litige entre la Communauté et ses agents dans les limites et conditions déterminées au statut ou résultant du régime applicable à ses agents, « pour servir de base à l'organisation du règlement judiciaire de litiges, non seulement individuels, mais collectifs (c'est nous qui soulignons) entre la Communauté et ses agents : attendu n° 19 de l'arrêt rendu dans l'affaire 175/73 et attendu n° 15 de l'arrêt rendu dans l'affaire 18/74.

des actes affectant les intérêts généraux de la fonction publique ou de faire constater la carence des institutions qui refuseraient, en violation du statut, de « légiférer » en ce domaine. La protection juridictionnelle que le traité de Rome garantit aux particuliers n'est ni adaptée aux revendications syndicales et professionnelles, ni suffisante pour assurer une défense efficace et complète des fonctionnaires.

Comme l'interprétation, même extensive, des textes, a des limites, il nous paraît souhaitable de compléter la récente jurisprudence de la Cour par une réglementation plus appropriée à l'action en justice des syndicats de fonctionnaires, si l'on veut du moins tirer les conséquences logiques que comporte leur reconnaissance de *jure*. Il faut donc modifier le statut des fonctionnaires en ce sens.

Lorsqu'il en sera ainsi, il appartiendra alors à ces organisations de faire preuve de leur maturité et de la maîtrise de leur responsabilité en ne faisant valoir leurs revendications qu'à bon escient.

La reconnaissance à ces organisations de la capacité d'ester en justice et leur accès à un système de protection juridictionnelle complet devraient, à notre avis, les amener à n'envisager le recours à la grève qu'en toute dernière extrémité, après épuisement des négociations administratives et des voies possibles d'action en justice.

Les syndicats et fédérations de fonctionnaires devraient également user modérément de leurs droits de recours et éviter surtout toute surenchère propagandiste entre eux à cet égard. Ceci ne signi-

fie nullement qu'ils ne doivent pas recourir à la Cour dans les conditions décrites supra chaque fois que leurs droits ou ceux de leurs membres sont manifestement méconnus.

Nous pensons, en effet, que s'il est important que la garantie des droits s'accompagne de leur protection judiciaire, il est fondamental aujourd'hui de s'interroger sur le fonctionnement de l'administration communautaire. Quel rôle le personnel de la Communauté peut-il jouer dans la construction de l'Europe ? Comment concevoir une meilleure attribution des compétences et une meilleure utilisation des capacités ? Comment aboutir à une rationalisation et à une coordination plus efficaces des services ?

Toutes ces questions, et bien d'autres encore, doivent recevoir leurs réponses au cours d'un dialogue constant et persévérant entre l'administration communautaire et les représentants de son personnel. Si cela n'est pas possible et que la dégradation des rapports, la méfiance, ou simplement la rigueur des règles juridiques ou administratives conduisent à un litige, les organisations syndicales et professionnelles qui seraient amenées à y intervenir, par voie principale ou incidente, ne devraient jamais oublier, tout en étant fermes dans la défense de leurs intérêts, de situer leur action, au-delà des contingences provisoires, dans la perspective d'une meilleure gestion des services publics auxquels elles participent et dont elles se doivent d'assurer la qualité et la réalisation de son but ultime : la construction de l'Europe.

LEONARD
HILKASS

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

I. - Nominations

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Le Conseil, lors de sa session du 20 mai 1975, a nommé Dott. Edoardo BAGLIANO, Cofindustria, Directeur à la Direction juridique et normative Fiat, membre du Comité économique et social, en remplacement de M. GARINO, membre démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 16 septembre 1978.

COMITÉ CONSULTATIF POUR LA SÉCURITÉ, L'HYGIÈNE, ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ SUR LE LIEU DE TRAVAIL

Le Conseil a arrêté, lors de sa session du 5 mai 1975, la décision portant nomination des membres titulaires et des membres suppléants du Comité consultatif pour la sécurité, l'hygiène et la protection de la santé sur le lieu de travail pour la période du 5 mai 1975 au 4 mai 1978.

Sont nommés :

A. Représentants du Gouvernement

a) Membres titulaires

Belgique

M. LAURENT
M. DENONNE

Allemagne

M. KLIESCH
Dr. WAGNER

Danemark

M. SAXILD
Mme JENSEN

France

M. LEVY
Mme NETTER

Irlande

M. KENNEDY
M. LUMDSEN

Italie

Dott. FREDELLA
Dott. FIORE

Luxembourg

M. SCHUSTER
M. NOESEN

Pays-Bas

Dr. WINCK
M. ELDERING

Royaume-Uni

M. RICHARDSON
M. OWEN

b) Membres suppléants

M. BENS
M. MEDAETS

M. OPFERMANN
Dr. MILDE

M. TOFT
M. BLOU

M. PASTY
M. COVAISIER

M. MORRISON
M. O'BRIEN

Dott. GUERRIERI
Dott. FIORENTINO

M. MOUSEL
M. DEMUTH

Mme ROOYAKKERS-
PEEMSTER
M. RIKMENSPOEL

M. BARGER
M. BUCHANAN

B. Représentants des organisations syndicales de travailleurs

a) Membres titulaires	b) Membres suppléants
Belgique M. SAUVAGE M. THYRE	M. SILON M. COLLE
Allemagne M. KONSTANTY M. PARTIKEL	M. MARKS M. SCHUPETA
Danemark M. JORGENSEN Mme STALKNECHT	M. THORGRIMSON M. ELIKOFER
France M. ATLAN M. GUILLON	M. ROUXEL M. GAISNE
Irlande M. CASSELLS M. DALY	M. O'HALLORAN M. KEATING
Italie M. TRICARICO M. FERIOI	M. ROTA M. ROCCHI
Luxembourg M. RECH M. MIRKES	M. DUNKEL M. KLEIN
Pays-Bas M. HOGENES M. de BRUIN	Mme NIEUWENHUIS M. JANSSEN
Royaume-Uni M. M.	M. M.

C. Représentants des organisations professionnelles d'employeurs

a) Membres titulaires	b) Membres suppléants
Belgique M. VAN GAEVER M. CORDY	M. CLOQUET M. LEONARD
Allemagne M. EBERSTEIN M. ORTLEPP	M. WINCKLER M. BISCHOFF
Danemark M. KAHR M. RASMUSSEN	M. STENBJERRE M. HOLM
France M. CAVE M. TASSIN	M. DELAGE M. DEBUISSON
Irlande M. RICE M. CLARKE	M. DOHERTY M. CASSIDY
Italie Avv. BIOCCA Ing. BUSSETTI	M. PALLADINO Dott. PACI
Luxembourg M. SCHMIT M. MATHGEN	M. BERWEILER M. BEFFORT

Pays-Bas M. DEN BOER M. VAN GORKOM	Mlle de QUANT M. RUYGROK
Royaume-Uni M. BRADBURY M. COBB	M. ROBSON M. REA

COMITÉ CONSULTATIF POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Conseil a nommé, lors de sa session des 28 et 29 avril 1975, M. H. Find ANDERSEN, Afdelingschef, civilingenior, Sammenslutningen af Arbejdsgivere inden for Jern-og Metalindustrien i Danmark, comme membre titulaire du Comité consultatif pour la formation professionnelle, en remplacement de M. RASMUSSEN, membre démissionnaire, pour la durée restant à courir de celui-ci, soit jusqu'au 30 janvier 1976.

COMITÉ CONSULTATIF POUR LA LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS

Le Conseil, lors de sa session du 26 mai 1975, a nommé M. D. J. SULLIVAN, Department of Employment, membre du Comité consultatif pour la libre circulation des travailleurs, à la place de M. SMART, pour la durée du mandat de celui-ci, soit jusqu'au 17 mars 1977.

II. - Activités intracommunautaires

PROPOSITIONS DIVERSES

★ 25 avril 1975. Proposition de décision du Conseil relative aux directives pour la négociation d'un accord entre la Communauté économique européenne et des pays tiers, concernant le régime applicable aux transports internationaux de voyageurs par route effectués par autocars et autobus.

★ 30 avril 1975. Proposition de décision du Conseil relative à l'ouverture de la négociation d'un Accord entre la Communauté économique européenne et les Pays tiers, concernant le régime applicable à certains transports combinés rail/route internationaux de marchandises.

★ 6 mai 1975. Proposition de règlement du Conseil instituant un régime temporaire d'aides au stockage privé de certains produits de la pêche.

★ 20 mai 1975. Projet de décision du Conseil portant directive à la Commission pour la négociation d'une prorogation de l'Accord Dragon.

★ 22 mai 1975. Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement n° 213/67/CEE établissant la liste des marchés représentatifs pour le secteur de la viande de porc dans la Communauté, accompagné d'un exposé des motifs.

AGRICULTURE DE MONTAGNE

Le Conseil a arrêté, lors de sa session des 28 et 29 avril 1975, la directive sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées, ainsi que les directives relatives aux listes communautaires des zones agricoles défavorisées des Etats membres.

Le taux de financement pris en charge par le F.E.O.G.A. a été fixé à 25 %, étant entendu que la Commission pourra proposer, avant la fin de 1975, une augmentation de ce taux pour les années suivantes.



L'Italie et la France sont les pays qui ont l'imposition directe la plus faible, mais où, par contre, le pourcentage des cotisations sociales est le plus fort avec respectivement 41 % et 38 %. Dans les autres pays, comme le Danemark, les cotisations sociales sont financées en partie au moyen des impôts.

A de nombreux égards, l'adhésion des trois nouveaux Etats membres a encore accentué les différences qu'accusaient la charge des impôts et les systèmes fiscaux dans les Etats membres.

PROTECTION DES PERSONNES EXPOSEES AUX IRRADIATIONS EXTERNES

La Commission a publié récemment (mai 1975), des recommandations techniques portant sur la surveillance de l'exposition des individus à des irradiations externes, recommandations qui ont été élaborées en coopération avec des experts nationaux (1). Le but de ces recommandations, qui concernent un aspect essentiel du contrôle physique de protection des travailleurs du secteur nucléaire, tel qu'il est défini par les normes de base Euratom, est de contribuer à une meilleure harmonisation des divers programmes de surveillance individuelle des Etats membres de la CEE.

La directive CEE concernant les normes de base relatives à la protection contre les rayonnements ionisants, qui expose les principes essentiels de la protection sanitaire de la population et des travailleurs, a été adoptée par le Conseil le 2 février 1959 et partiellement révisée le 5 mars 1962. En novembre 1973, la Commission a soumis au Conseil une nouvelle directive révisée, qui tient compte des enseignements les plus récents dans ce domaine (2).

Au cours des 20 dernières années, des efforts considérables ont été déployés en vue de permettre la surveillance individuelle des travailleurs exposés, au cours de leur activité, aux rayonnements ionisants provenant de sources situées à l'extérieur de l'organisme. Des progrès sensibles ont été réalisés tant sur le plan technique que du point de vue des codes généraux. Dans de nombreux pays déjà, il existe des programmes de surveillance bien précis destinés aux responsables de la protection radiologique des travailleurs.

Le présent document a pour but de conseiller — sur la base de l'expérience acquise — les responsables des pays membres de la CEE en matière de surveillance des individus exposés à des irradiations externes. On y trouve des conseils sur les objectifs des programmes de surveillance individuelle, ainsi que sur les conditions que les dosimètres personnels doivent remplir. Les recommandations doivent également permettre de disposer des conseils d'ordre général aux responsables de l'élaboration d'une législation dans ce domaine.

Le présent rapport a été rédigé par la Commission avec le concours d'un groupe d'experts techniques en dosimétrie personnelle appartenant aux Etats membres. Ce rapport sera revu dans un an ou deux.

III. — Relations extérieures

ACCORD CEE/ISRAEL

★ Le nouvel Accord entre la Communauté économique européenne et Israël a été signé le 11 mai 1975 à Bruxelles :

Au cours de la même cérémonie, a été signé également

l'Accord entre les Etats membres de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et l'Etat d'Israël.

1. Le nouvel Accord signé entre la CEE et Israël, fondé sur l'article 113 du Traité de Rome, est appelé à entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1975 et à remplacer l'Accord de 1970 qui arrive à expiration le 1^{er} octobre prochain.

Outre l'Accord CEE, a été signé un Accord entre les Etats membres de la CECA et Israël qui, pour la première fois, régira les relations entre les Etats membres et Israël en ce qui concerne les produits relevant de la CECA. Le contenu commercial de cet Accord est identique à celui retenu pour les produits industriels relevant de la CEE.

Ces Accords ont été négociés dans le cadre de l'approche globale méditerranéenne.

2. L'Accord CEE, d'une durée illimitée mais pouvant être dénoncé moyennant un préavis de 12 mois, est animé par un double objectif : celui de développer les relations économiques établies par l'Accord commercial préférentiel conclu en 1970 entre la Communauté dans sa composition originale et Israël en étendant ces relations à la Communauté élargie et celui d'établir une coopération en tant que facteur complémentaire des échanges commerciaux sur des bases mutuellement avantageuses.

3. La substance du nouvel Accord CEE-Israël réalise, dans le cas de ce pays, les objectifs que le Conseil s'était fixés en s'engageant dans sa politique d'approche globale et équilibrée de ses relations avec les pays du bassin méditerranéen. Ces objectifs s'articulent autour des idées-clés suivantes : prise en considération des conséquences de l'élargissement de la Communauté, libre-échange industriel, volet agricole substantiel, coopération adaptée au cas de chaque pays, volonté de laisser la porte ouverte à une extension ultérieure des relations entre la Communauté et le pays cocontractant.

4. Aux termes de l'Accord entre la CEE et Israël, les Parties contractantes s'octroient les concessions suivantes dans le domaine des échanges commerciaux :

a) A l'Importation dans la Communauté

Dans le secteur industriel — y compris désormais les produits CECA — les exportations israéliennes bénéficieront dans leur totalité de la franchise dans la Communauté à partir du 1^{er} juillet 1977, la suppression des droits de douane s'effectuant en trois étapes : la première réduction de 60 % aura lieu à la date d'entrée en vigueur de l'Accord et sera suivie d'une deuxième réduction de 20 % à partir du 1^{er} janvier 1976, la dernière réduction de 20 % intervenant le 1^{er} juillet 1977, soit donc au total 100 %.

Outre les droits de douane et taxes d'effet équivalent à l'importation, seront éliminés, pour le 1^{er} juillet 1977, les droits de douane et taxes d'effet équivalent à l'exportation, tandis que les restrictions quantitatives à l'importation dans la Communauté seront supprimées à l'entrée en vigueur de l'Accord.

La réalisation du libre-échange dans le secteur industriel, selon des délais rapides, nécessitait toutefois que la Communauté prenne certaines précautions pour quelques produits industriels originaires d'Israël et considérés comme sensibles dans la Communauté. Ces précautions, qui visent à éviter des évolutions abruptes des importations dans la Communauté, qui pourraient perturber l'équilibre dans le secteur de ces produits, consistent à soumettre ces produits — il s'agit principalement des produits pétroliers raffinés, de produits textiles et de produits chimiques — à un régime de plafonds ou de surveillance stricte, qui prendra fin le 31.12.1979. Ce régime présente, dans ses modalités, bien des affinités avec celui retenu pour certains produits sensibles dans les Accords avec les pays de l'AELE.

Le champ d'application de la zone de libre-échange dans le domaine industriel ne couvre pas seulement le secteur industriel au sens limitatif des chapitres 25 à 99 de la Nomenclature de Bruxelles, mais s'étend également aux « produits agricoles transformés » et notamment à ceux relevant du règlement n° 1059/68 (CEE).

Dans le **secteur agricole**, des concessions substantielles sont octroyées pour les principaux produits d'exportation d'Israël. C'est ainsi que 85 % des exportations agricoles israéliennes vers la Communauté sont couvertes par les concessions communautaires et que plus de 70 % des produits couverts par l'offre communautaire bénéficient dans le nouvel Accord d'une réduction tarifaire égale ou supérieure à 50 %.

Les concessions de la Communauté portent essentiellement sur les fruits et légumes frais (notamment agrumes, carottes, oignons, aubergines, courgettes, avocats, fraises, melons, pastèques) ou conservés (pamplemousses, concentrés de tomates, salades de fruits, etc.) et sur les jus de fruits et de légumes (orange, pamplemousse, tomates).

Les agrumes frais (oranges, mandarines, citrons), qui constituent le poste le plus important des exportations agricoles israéliennes vers la Communauté (environ 36 %) et pour lesquelles le marché des trois nouveaux Etats membres et notamment celui du Royaume-Uni représente un débouché important, se voient accorder une réduction de 60 %, à l'exception des citrons, pour lesquels la concession de 40 % prévue dans l'Accord de 1970 a été reconduite.

Pour les oranges et mandarines, il est prévu dans l'Accord qu'une amélioration éventuelle de ce taux de 60 % pourrait intervenir dans le cadre du premier réexamen général prévu dans cet Accord, à la lumière des résultats de l'Accord et compte tenu de l'évolution des courants d'échange entre la Communauté et les pays du bassin méditerranéen.

Par ailleurs, les nouveaux Etats membres sont autorisés à appliquer d'ici là, pour ces agrumes importés d'Israël, des droits qui correspondent en fait à une réduction de 80 %.

Comme dans le secteur industriel, mais peut-être encore plus ici en raison des difficultés internes que connaît la Communauté dans certains secteurs de l'agriculture, certaines précautions ont été prises par la Communauté pour éviter que ces concessions ne conduisent à des perturbations sur le marché intérieur de la Communauté. L'Accord prévoit donc certains mécanismes qui ont pour objet de régulariser l'approvisionnement du marché de la Communauté.

Ces mécanismes sont de deux ordres :

D'une part, les importations agricoles en provenance d'Israël seront soumises, bien entendu, au respect des réglementations agricoles de la Communauté existantes ou à venir. C'est ainsi, par exemple, que les oranges et mandarines israéliennes devront respecter à l'importation dans la Communauté le prix de référence prévu dans l'organisation commune de marché pour les fruits et légumes frais.

De la même manière, les concessions tarifaires prévues en faveur d'Israël pour certains produits agricoles transformés à base de fruits et légumes seront appelées à être appliquées dans le cadre des dispositions de la réglementation communautaire.

D'autre part, des mécanismes particuliers sont prévus pour certains produits agricoles originaires d'Israël. Il s'agit essentiellement de calendriers pour des fruits et légumes frais, de prix minimum (citrons), de contingent tarifaire (pulpes et purées d'abricots) ou de régime d'autolimitation (concentrés de tomates, salades de fruits en conserves).

b) A l'Importation en Israël

Du côté d'Israël, le schéma de réalisation de la zone de libre-échange dans le **secteur industriel**, devait être nécessairement plus complexe que celui retenu par la Communauté en raison d'une part, du caractère jeune et encore vulnérable de l'industrie israélienne, dont la protection est essentiellement assurée par des droits de douane élevés, et, d'autre part, du déficit important de la balance commerciale de ce pays dans ses échanges avec la Communauté.

Il a été tenu compte de cette situation de deux manières. D'une part, le rythme de démobilitation tarifaire à adopter par Israël est plus lent que celui retenu du côté de la Communauté. D'autre part, des dispositions spécifiques sont prévues pour assurer une assez large protection aux industries naissantes israéliennes.

D'abord, en ce qui concerne l'**élimination des droits de douane** du côté d'Israël, deux calendriers de démobilitation tarifaire ont été fixés.

Pour une liste de produits couvrant 60 % de ses importations en provenance de la Communauté, Israël accordera la franchise tarifaire à partir du 1^{er} janvier 1980. La réalisation de cette franchise, qui s'effectuera en cinq étapes, s'établit comme suit :

Calendrier	Taux de réduction
— à la date d'entrée en vigueur de l'accord	30 %
— à partir du 1 ^{er} janvier 1976	40 %
— à partir du 1 ^{er} juillet 1977	60 %
— à partir du 1 ^{er} janvier 1979	80 %
— à partir du 1 ^{er} janvier 1980	100 %

Pour les autres produits, la démobilitation tarifaire totale sera atteinte en principe au 1^{er} janvier 1985 (en six étapes, la première réduction ayant lieu le 1^{er} juillet 1977). Le calendrier pour ces produits s'établit, en principe, comme suit :

Calendrier	Taux de réduction
— à partir du 1 ^{er} juillet 1977	5 %
— à partir du 1 ^{er} juillet 1978	20 %
— à partir du 1 ^{er} juillet 1979	30 %
— à partir du 1 ^{er} janvier 1981	50 %
— à partir du 1 ^{er} janvier 1983	80 %
— à partir du 1 ^{er} janvier 1985	100 %

Toutefois, ce calendrier pourrait être sujet à modification. Il est en effet prévu que, dans le cadre des réexamens généraux envisagés dans l'Accord, pourra être décidé, de commun accord, au cas où cela s'avérerait nécessaire, un ralentissement du désarmement tarifaire par Israël, sous forme d'un report de chaque fois deux ans des échéances

Les Éditions Techniques et Économiques

3, rue Soufflot, 75005 PARIS - Tél. 033.23.42

PRÉSENTENT :

ANNALES DE LA FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES UNIVERSITÉ DE PARIS-SUD (Sceaux) 1974

Avant-propos.

I. — ETUDE DE DROIT CIVIL.

L'autonomie du droit de la famille, par Emmanuel du PONTAVICE.

II. — TRAVAUX DE SCIENCES POLITIQUES.

Les ministres non parlementaires sous la III^e République, par Michel MOPIN.

Les préfets de Vichy, par Elie-Georges AITAMER.

Deux conceptions de la présidence du Conseil sous la IV^e République :
Henri Queuille, Pierre Mendès-France, par Brigitte BASDEVANT-
GAUDEMET.

III. — VARIETES.

L'Ostpolitik : bilan et perspectives, par Charles ZORGBIBE.

Hegel et le contrat, par Jean-Philippe GUINLE.

Défense nationale, réforme régionale et aménagement du territoire, par
Jean-Pierre BOIVIN.

Le rôle de l'Etat dans la spéculation foncière, par Annie TRIOMPHE.

Format 16 X 24 - 420 pages, broché - Prix : **55 F**

Le N° 8 de MONDES EN DÉVELOPPEMENT

la revue scientifique du développement

est paru

Dirigée par François PERROUX

Équilibres pétroliers ou ordre mondial ?

SOMMAIRE

THEORIES ET ANALYSES

François PERROUX

Notion d'équilibre et mathématisations actuelles. Une interprétation.

ACTUALITE DES GRANDS

ECONOMIE APPLIQUEE DU DEVELOPPEMENT

Elias GANNAGÉ

Marchés des capitaux et développement.

Gérard DESTANNE
de BERNIS

Revenus pétroliers et choix d'un espace de développement.

Michel CHATELUS

Les pétrodollars et le système mondial capitaliste.

André BOURGEY

Pétrole et croissance urbaine dans le Moyen-Orient arabe.

ETUDE

José ENCINAS DEL
PANDO

Théorie, méthodologie et pouvoir en science économique.

POUVOIR DES MOTS

ANALYSES D'OUVRAGES

Livres de O. LACOMBE, P. DELATTRE, G. BALANDIER, B. COMMONER, P. LEPAPE.

Le numéro : 30 F - Abonnement ordinaire : 105 F
Abonnement de soutien : 115 F (4 N°s par an)

Déjà parus :

N° 1 — L'inégal développement

N° 2 — La Méditerranée et le développement

N° 3 — Amérique latine, faits et doctrines du développement

N° 4 — Le développement en Occident, en Asie et dans la zone du Pacifique

N° 5 — Pétrole, grandes firmes et nations

N° 6 — Flux internationaux de capitaux et crise de l'énergie

N° 7 — L'Economie de la ressource humaine.

Les articles sont publiés soit en français, soit en anglais, soit en espagnol.

BULLETIN DE COMMANDE

Je commande le n° de **MONDES EN DEVELOPPEMENT** (30 F l'exemplaire).

Je souscris abonnement(s) à **MONDES EN DEVELOPPEMENT** (abonnement simple : 105 F ; abonnement de soutien : 115 F).

Je règle la somme de :

Paiement par chèque bancaire, chèque postal, mandat-poste au nom des

EDITIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES,

3, rue Soufflot, 75005 PARIS - C.C.P. 10 737 10 PARIS

LA COOPÉRATION SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

par **Jean TOUSCOZ**

Préface de **P. AIGRAIN**

392 pages. Format 13,5 × 20,5, broché. Prix : 60 FF.

La coopération scientifique internationale connaît aujourd'hui un très grand développement : plusieurs centaines de traités, plusieurs dizaines d'organisations internationales lui sont consacrées ; des sommes considérables y sont dépensées ; des milliers de chercheurs de toutes disciplines y participent.

L'auteur analyse les exemples les plus significatifs de cette coopération, en les situant dans le champ de la diplomatie et du droit ; il établit entre eux des comparaisons éclairantes et dresse un bilan des problèmes, des succès et des échecs rencontrés ; il en tire des leçons de portée générale, d'ordre pratique et théorique.

EDITIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES

3, rue Soufflot - 75005 PARIS

Boutros BOUTROS-GHALI

Professeur à l'Université du Caire
Directeur du département des Sciences Politiques
de la Faculté des Sciences Economiques et Politiques du Caire

LES CONFLITS DE FRONTIERES EN AFRIQUE

(Etudes et documents)

- Situe et énumère les principaux conflits des frontières africaines.
- Examine de façon exhaustive trois de ces conflits :
Algérie-Maroc, Ethiopie-Somalie, Kenya-Somalie.
- Fournit des documents traduits de l'arabe ou de l'anglais publiés pour la première fois.

Prix : **21,40 F** T.T.C. — 158 pages. — Format 13,5 × 20,5

EDITIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES

3, rue Soufflot, 75005 PARIS

Tél. 033-23-42 - 633-11-26. — C.C.P. 10.737.10 Paris

L'élargissement des Communautés Européennes

Présentation et commentaire du Traité et des Actes relatifs
à l'Adhésion du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande

par J. P. PUISSOCHET

Un ouvrage de réflexion et de référence

UN VOLUME RELIE }
FORMAT : 18 x 24 } Prix : 175 FF
620 pages }

Consacré au Traité et aux divers actes juridiques relatifs à l'adhésion du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande aux Communautés Européennes, l'ouvrage de J.-P. Puissechet cerne avec clarté la portée de cet événement majeur et précise les conséquences pratiques de l'Adhésion.

Selon quels principes les nouveaux Etats membres doivent-ils reprendre à leur compte l'« acquis communautaire » ? Selon quelles modalités le Traité et les réglementations communautaires s'appliqueront-ils dans ces Etats ? Quel est le contenu des réglementations transitoires qui, pendant 5 ans, régiront les mouvements de personnes, de marchandises et de capitaux entre les Etats adhérents et les six Etats fondateurs ? Comment et à quel rythme les nouveaux Etats membres appliqueront-ils la politique agricole commune ? Comment ces Etats participeront-ils au financement du budget de la Communauté ? De quels principes est-on convenu lors de l'adhésion pour la définition des nouvelles relations de la Communauté avec les pays tiers et, notamment, avec les pays africains et malgache déjà associés à l'Europe et avec les pays en voie de développement du Commonwealth ?

Après avoir présenté de façon synthétique les conditions d'élaboration et le contenu du Traité et des actes relatifs à l'adhésion, l'ouvrage contient un commentaire détaillé, article par article, des dispositions de ce Traité et de ces actes. Il constitue ainsi un instrument de travail indispensable pour tous ceux que le fonctionnement de la Communauté intéresse.

Le Traité et les Actes d'adhésion... seront la Charte du fonctionnement de la Communauté pendant les années qui viennent.

DIVISION DE L'OUVRAGE

Première partie

PRESENTATION GENERALE DES ACTES D'ADHESION

- I • Des négociations à l'entrée en vigueur des Actes d'Adhésion
 - Les négociations
 - La structure des Actes d'Adhésion
 - L'entrée en vigueur des Actes d'Adhésion
- II • Le contenu des Actes d'Adhésion
 - Les principes
 - Les Institutions de la Communauté élargie
 - L'Union douanière et les rapports avec les pays de l'Association Européenne de Libre Echange
 - L'Agriculture
 - Les autres aspects
- III • L'application du Droit communautaire dans les nouveaux pays membres
 - Les exigences communautaires

- Le respect des exigences communautaires dans les six Etats membres originaux
- L'introduction et l'exécution du Droit communautaire dans les nouveaux Etats membres
- Annexes

Deuxième partie

COMMENTAIRE DES PRINCIPALES DISPOSITIONS DES ACTES D'ADHESION

- I • Le Traité relatif à l'Adhésion à la C.E.E. et à la C.E.E.A.
- II • La décision relative à la C.E.C.A.
- III • L'Acte relatif aux conditions d'Adhésion et aux adaptations des traités
- IV • L'Acte final
- Annexes
- Bibliographie

EDITIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES
3, rue Soufflot - 75005 PARIS

BONS DU TRESOR

3 et 5 ans

**Taux de rendement
actuariel brut**
à partir du 1^{er} juillet 1975

à 3 ans	à 5 ans
8,50%	9,51%

UN PLACEMENT SUR, PRATIQUE, RENTABLE.